

# Législation et normes de l'exploitation forestière artisanale en **RDC**.







Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation  
et l'agriculture



# Législation et normes de l'exploitation forestière artisanale en **RDC**.

Cette publication a été produite avec l'aide de l'union européenne. Le contenu de cette publication est la seule responsabilité des auteurs et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Union européenne.

## AVANT PROPOS

Après des centaines de milliers d'années de jouissance d'un milieu environnemental naturel et originel, l'homme s'est mis à constater des bouleversements atmosphériques, réchauffement climatique, de changements dans son environnement immédiat avec la disparition presque brutale des certaines espèces animales et végétales dans la biodiversité. Ce constat amer a suscité des interrogations auprès de scientifiques et chercheurs à travers la planète pour connaître la cause et l'auteur de ce « cataclysme » qui risquerait, si l'on ne prend pas des mesures d'atténuation, de conduire la terre à une situation « apocalyptique ».

La réponse est unanime. La cause est l'industrialisation à outrance et l'auteur, l'homme lui-même. Pour y remédier, plusieurs théories sont développées et soutenues. Les uns préconisent la réduction sensible du taux de pollution jusqu'à un certain seuil, entre temps, laisser les forêts intactes pour qu'elle puisse exercer pleinement ses fonctions écologiques. Les autres, par contre, estiment que la forêt étant une ressource potentiellement économique, doit être exploitée et produire des richesses mais d'une manière durable, assurant ainsi sa pérennité. La République démocratique du Congo, deuxième poumon planétaire avec environ 155.000.000 ha des forêts naturelles, qui a pris l'engagement en ratifiant des conventions et traités internationaux, de faire jouir à la planète toute entière des bienfaits environnementaux de ses forêts, a pris l'option d'en exploiter, vu les triples fonctionnalités de celles-ci, à savoir : la sociale, l'économique et l'écologique. Cependant, pour pratiquer cette exploitation durable des ressources forestières, les opérateurs et praticiens œuvrant dans le secteur, doivent au préalable connaître la législation et les normes qui régissent l'exploitation et la gouvernance. Dans cette optique, l'Association congolaise des exploitants forestiers artisanaux, ACEFA qui encadre les opérateurs du secteur, met tout simplement en pratique le slogan : « la formation, un préalable pour la gestion durable des forêts de la RDC. » La publication de ce manuel pratique sur la législation et les normes d'exploitation forestière artisanale contribuera énormément, nous en avons la conviction, à « changer » positivement le comportement de la principale partie prenante concernée : l'Exploitant forestier artisanal. Et cela, pour le bénéfice non seulement de la RDC qui profitera des retombées socio-économiques de ses forêts mais aussi pour la planète toute entière qui en tirera profit des bienfaits écologiques.



**Jean bosco WABANGAWÉ NZONGBO,**  
Président de l'Association congolaise des  
Exploitants forestiers artisanaux.



## PREFACE

Dans ce contexte particulier des enjeux climatiques, je salue de prime à bord la publication de cet ouvrage pratique, destiné non seulement aux opérateurs forestiers artisanaux mais aussi aux préposés de l'Etat et autres personnes, sensées participer à la protection des écosystèmes forestiers congolais.

La gestion des immenses ressources forestières de la République démocratique du Congo étant l'apanage des toutes les parties prenantes comme l'exige les prescrits légaux, je suis convaincu que l'impact de ce manuel sera visible et palpable auprès de ses destinataires pour la gestion durable et la bonne gouvernance de nos forêts.

Je saisis également cette opportunité pour présenter mes félicitations et mes encouragements à l'Association congolaise des exploitants forestiers artisanaux, ACEFA, initiateur de ce projet et à l'ensemble des auteurs de cet ouvrage, facilement compréhensible pour le commun des mortels.

Enfin, je ne saurai terminer sans remercier, au nom du Gouvernement de la République, l'Union européenne, le Royaume de Suède, le Royaume-Uni et le Fonds mondial pour l'Alimentation (FAO) pour leur appui financier qui a rendu possible la production et la diffusion de ce manuel pratique.

**Dr. Amy AMATOBE NYONGOLO,**  
Ministre de l'Environnement et Développement  
durable.

## Note aux lecteurs

Cet ouvrage, à la fois juridique et scientifique, est destiné à un public diversifié. Il est rédigé pour être facilement compris et assimilé par les uns et les autres.

Nous la destinons aux praticiens de tous horizons (exploitants, préposés de l'administration forestière) ou simples curieux s'intéressant à la forêt ou à l'environnement. Les termes et les expressions utilisés dans cet ouvrage se veulent être les plus accessibles au sens le plus large du terme.

Par ailleurs avons essayé d'élaguer de notre vocabulaire tout terme savant pouvant avoir un synonyme plus facilement compréhensible, ne conservant que ceux qui éviteraient de recourir à une longue périphrase.

Nous avons pensé, toujours dans les soucis d'une bonne compréhension, d'allier le langage d'illustrations à celui des mots et suivre une certaine chronologie dans la lecture de deux grandes parties contenues dans ce manuel.

Enfin, nous avons donc préféré l'essentiel et la concision dans les présentations des différents chapitres de modules retenus que nous espérons être pour tous. Que votre indulgence nous soit accordée pour toutes faiblesses ou imperfections que vous aurez trouvées à la lecture de cet ouvrage.

Les auteurs.

## LEGISLATION FORESTIERE ARTISANALE DU BOIS D'ŒUVRE

### INTRODUCTION

La RDC occupe près de deux tiers des forêts du bassin du Congo. Ces forêts constituent un patrimoine important tant pour les Congolais que pour l'humanité. Elles devraient être mieux gérées pour le bien des populations riveraines et celui des générations futures : c'est cela une gestion durable.

Et pourtant, elles semblent menacées par les activités humaines malgré une législation et une réglementation qui organisent ce secteur. Cela est dû au non-respect des textes légaux et réglementaires aussi bien par ceux qui sont chargés de les appliquer que par ceux qui doivent s'y soumettre.

Dans certains cas, les lois sont subverties ou instrumentalisées. Parfois, la non-application des règles témoigne simplement de leur méconnaissance par certains acteurs.

Nul ne peut en effet exécuter ou se conformer à une règle qu'il ne connaît pas.

L'ignorance de la réglementation de l'exploitation artisanale du bois conduit à l'exercice illégal de l'activité et est source de nombreux abus. Pire, elle favorise les tracasseries et les rackets dont sont souvent victimes les exploitants artisanaux.

Il en résulte un manque à gagner important pour l'Etat qui voit une bonne partie de ses recettes lui échapper. Pour les communautés locales, les ressources forestières s'épuisent irrémédiablement sans garantie d'une véritable amélioration de leurs conditions de vie ; tandis que pour les exploitants artisanaux, leurs efforts et leur labeur ne sont pas rétribués équitablement.

Le prélèvement illégal du bois met sérieusement en péril les ressources forestières et fait courir de graves risques de caractère économique, environnemental et social. Il s'agit notamment d'un appauvrissement de la biodiversité, ou encore de la destruction et de la dégradation des écosystèmes et des moyens de subsistance des populations locales dépendant des forêts.

Le respect du cadre légal et réglementaire en matière d'exploitation forestière est une garantie pour les droits des communautés locales et, partant, un moyen de réduction de la pauvreté en zone forestière. Il permet également à l'Etat d'accroître ses revenus forestiers et aux exploitants, de rentabiliser leur activité.



La RDC occupe près de deux tiers des forêts du bassin du Congo. Ces forêts constituent un patrimoine important tant pour les Congolais que pour l'humanité. Elles devraient être mieux gérées pour le bien des populations riveraines et celui des générations futures : c'est cela une gestion durable.

Et pourtant, elles semblent menacées par les activités humaines malgré une législation et une réglementation qui organisent ce secteur. Cela est dû au non-respect des textes légaux et réglementaires aussi bien par ceux qui sont chargés de les appliquer que par ceux qui doivent s'y soumettre.

Dans certains cas, les lois sont subverties ou instrumentalisées. Parfois, la non-application des règles témoigne simplement de leur méconnaissance par certains acteurs.

Nul ne peut en effet exécuter ou se conformer à une règle qu'il ne connaît pas.

L'ignorance de la réglementation de l'exploitation artisanale du bois conduit à l'exercice illégal de l'activité et est source de nombreux abus. Pire, elle favorise les tracasseries et les rackets dont sont souvent victimes les exploitants artisanaux.

Il en résulte un manque à gagner important pour l'Etat qui voit une bonne partie de ses recettes lui échapper. Pour les communautés locales, les ressources forestières s'épuisent irrémédiablement sans garantie d'une véritable amélioration de leurs conditions de vie ; tandis que pour les exploitants artisanaux, leurs efforts et leur labeur ne sont pas rétribués équitablement.

Le prélèvement illégal du bois met sérieusement en péril les ressources forestières et fait courir de graves risques de caractère économique, environnemental et social. Il s'agit notamment d'un appauvrissement de la biodiversité, ou encore de la destruction et de la dégradation des écosystèmes et des moyens de subsistance des populations locales dépendant des forêts.

Le respect du cadre légal et réglementaire en matière d'exploitation forestière est une garantie pour les droits des communautés locales et, partant, un moyen de réduction de la pauvreté en zone forestière. Il permet également à l'Etat d'accroître ses revenus forestiers et aux exploitants, de rentabiliser leur activité.

Dès lors, il importe de se remémorer sans cesse l'essentiel de la réglementation relative à l'exploitation artisanale du bois, de la vulgariser auprès de différentes parties prenantes du secteur afin d'en favoriser, tant soit peu, la connaissance et le respect.

Cette formation de formateurs s'adresse à toute partie prenante qui intervient, d'une façon ou d'une autre, dans l'exploitation forestière artisanale et qui peut être recruté pour une information, une formation adéquate en temps utile. Cette formation vise à former pour l'information et la sensibilisation des exploitants artisanaux du bois sur l'intérêt de respecter la législation forestière. A cette fin, elle appuiera l'exercice légal du métier d'exploitant artisanal.

La législation forestière fait partie d'un ensemble de prescriptions, des normes et des obligations légales auxquelles tout exploitant est tenu de se conformer. Elle comprend notamment : les lois nationales, les édits provinciaux, les décrets et les arrêtés, les circulaires, les conventions internationales, les traités signés et dûment ratifiés.

Il est indispensable de réglementer l'exploitation artisanale du bois. En effet, ce mode d'exploitation s'est tellement développé dans notre pays qu'elle est presque devenue la principale source d'approvisionnement en bois d'œuvre sur le marché domestique. Elle exporte ses produits dans des pays voisins et même plus éloignés.

Elle apparaît comme un secteur porteur et créateur d'emplois et de revenus pour de nombreux ménages.

Elle pourrait également contribuer à renflouer les caisses de l'Etat et à réduire la pauvreté. En même temps, l'exploitation artisanale peut entraîner la déforestation et la dégradation des forêts si elle n'est pas bien encadrée, donc elle peut provoquer des dégâts environnementaux. D'où l'intérêt de la réglementer pour en limiter l'impact néfaste et en maximiser le bénéfice. Cette déforestation et cette dégradation intéressent non seulement notre pays, mais aussi tant d'autres et même le monde entier si nous tournons nos regards vers la problématique de changements climatiques.

Cet intérêt de portée mondiale a engendré de multiples initiatives qui ont amené notre pays à y adhérer à divers titres : APV/FLEGT, REDD+ pour ne citer que celles-là, sans ignorer un sujet qui tient l'actualité : les tourbières. Nous nous attacherons ici à parler de la législation forestière en ce qui concerne les exploitants artisanaux de la première catégorie : les autres sujets pourront être effleurés en fin de session ou en simple documentation.

Nous avons donc dit : « Nul ne peut exécuter ou se conformer à une règle qu'il ne connaît pas ». Ici, ces mots s'adressent à l'exploitant forestier artisanal de première catégorie en RDC à qui vous aurez à vous adresser.

Cet exploitant est défini comme étant une personne physique, de nationalité congolaise, autorisée à exploiter des coupes sur un espace dont la superficie ne peut excéder cinquante hectares. L'exploitant n'est autorisé à utiliser qu'une machette, une hache, une scie de long, un tir fort ou une tronçonneuse.



Quant à l'exploitation forestière artisanale, elle se définit comme « l'ensemble des opérations menées dans une forêt des communautés locales par des exploitants artisanaux privés agréés, en vertu d'un contrat d'exploitation dûment approuvé par l'administration forestière locale ».

Au cours de cette formation, en nous appuyant principalement sur la grille de légalité élaborée par la Commission Technique des négociations d'un Accord de Partenariat Volontaire (APV) dans le cadre du Plan d'Action FLEGT de l'UE nous aborderons successivement les sujets ci-après :

1. Les règles liées à la qualité et la profession d'exploitant forestier artisanal ;
2. Les règles liées aux conditions d'accès à la ressource ;
3. Les règles liées au respect des normes environnementales ;
4. La législation liée aux règles socio-économiques ;
5. La législation liée à la traçabilité et à la commercialisation
6. Les règles liées à la fiscalité forestière

Pour chacun des sujets, nous mettrons en évidence les dispositions prévues par la loi et comment y accéder, y compris les bases légales qui seront aussi évoquées (vous les trouverez in extenso dans la documentation qui vous sera remise).

Les sanctions prévues en cas de non-respect feront l'objet d'un chapitre à part. Tout exploitant doit en avoir connaissance. En sachant comment s'y conformer et en ayant également connaissance de la sanction qu'il peut encourir en cas de non-conformité, il saura à quel moment il entre dans l'illégalité, alors il pourra être classé dans la catégorie d'exploitant illégal.

Relevons cependant que : **Nul n'est censé ignorer la loi**

Ici, ces mots s'adressent à l'exploitant forestier artisanal de première catégorie en RDC à qui vous aurez à vous adresser.

Cet exploitant est défini comme étant une personne physique, de nationalité congolaise, autorisée à exploiter des coupes sur un espace dont la superficie ne peut excéder cinquante hectares. L'exploitant n'est autorisé à utiliser qu'une machette, une hache, une scie de long, un tir fort ou une tronçonneuse. Quant à l'exploitation forestière artisanale, elle se définit comme « l'ensemble des opérations menées dans une forêt des communautés locales par des exploitants artisanaux privés agréés, en vertu d'un contrat d'exploitation dûment approuvé par l'administration forestière locale ».

Au cours de cette formation, en nous appuyant principalement sur la grille de légalité élaborée par la Commission Technique des négociations d'un Accord de Partenariat Volontaire (APV) dans le cadre du Plan d'Action FLEGT de l'UE nous aborderons successivement les sujets ci-après :

1. Les règles liées à la qualité et la profession d'exploitant forestier artisanal ;
2. Les règles liées aux conditions d'accès à la ressource ;
3. Les règles liées au respect des normes environnementales ;
4. La législation liée aux règles socio-économiques ;
5. La législation liée à la traçabilité et à la commercialisation
6. Les règles liées à la fiscalité forestière

exploitant doit en avoir connaissance. En sachant comment s'y conformer et en

ayant également connaissance de la sanction qu'il peut encourir en cas de non-conformité, il saura à quel moment il entre dans l'illégalité, alors il pourra être classé dans la catégorie d'exploitant illégal.

Relevons cependant que : Nul n'est censé ignorer la loi.

## CHAPITRE I. REGLES LIEES A LA QUALITE D'EXPLOITANT FORESTIER ARTISANAL

### 1. Conditions d'obtention d'un agrément.

- **La preuve de nationalité** Le requérant devra prouver sa nationalité après l'obtention des documents suivants:
  - Un certificat de nationalité auprès du Ministère de la Justice
  - Un acte de naissance ou un acte de notoriété auprès du bourgmestre, du chef de secteur ou de chefferie
  - Un jugement supplétif au tribunal de paix
  - Une carte d'électeur
  - Un passeport national ordinaire au Ministère des Affaires Etrangères.
- **Un certificat de bonne conduite, vie et mœurs obtenu auprès du bourgmestre, de l'administrateur du territoire ou du chef du secteur.**
  - Une autorisation d'ouverture d'activité économique et commerciale à obtenir auprès des services des petites, moyennes entreprises et artisanat du ressort. Ce document spécifie les conditions et les règles d'exploitation des bois d'œuvre. Une patente ou un Registre de Commerce et de Crédit Mobilier (RCCM) qui sont de la compétence du gouverneur de la ville province de Kinshasa, du maire ou du bourgmestre selon le ressort. C'est le Guichet Unique de Création d'Entreprise qui délivre le RCCM.

### 2. Etre détenteur d'un certificat d'agrément

Ce document, délivré par le gouverneur de province est remis au requérant qui remplit les conditions ci-dessus énumérées. Ce dernier devra au préalable présenter un acte d'agrément antérieur ou une copie d'anciens permis de coupe, un contrat signé avec le personnel et le CV, une preuve de détention (cession achat ou location) de matériel d'exploitation selon les normes requises (caractéristiques et nombres seront précisés). Il doit brandir les preuves de paiement de la taxe d'agrément avant l'obtention du certificat.

### EN BREF :

L'obtention de la qualité d'exploitant forestier artisanal,

Le seul fait d'être Congolais et d'utiliser une scie de long ou une tronçonneuse mécanique pour ses activités ne confère pas la qualité d'exploitant forestier artisanal à une personne. Il faut avoir au préalable un agrément. Mais, le prétendant exploitant artisanal agréé doit en outre obtenir des permis de coupe pour exercer légalement ses activités.

Autorité habilitée à délivrer les permis

C'est le gouverneur de province qui en a la compétence.

Mécanisme pour devenir exploitant artisanal



Ainsi donc, tout Congolais désireux devenir exploitant artisanal doit :

- adresser une requête au gouverneur de province ;
- produire un certificat de bonne conduite, vie et mœurs ;
- prouver la possession d'un matériel d'exploitation approprié : il peut s'agir soit d'une tronçonneuse, soit d'une scie mécanique ;
- obtenir l'agrément pour une exploitation artisanale moyennant paiement de la taxe y relative ;
- obtenir un ou des permis de coupe moyennant acquittement des taxes y afférentes.
- Personnes interdites d'exercer le métier d'exploitant artisanal
- Tout étranger ;
- Toute personne morale ;
- Les fonctionnaires publics : militaires et civils ;
- Les mandataires publics pour éviter tout conflit d'intérêt.

## CHAPITRE II. REGLES LIEES AUX CONDITIONS D'ACCES A LA RESSOURCE.

Le contrat d'exploitation de bois d'œuvre avec une communauté locale riveraine. La communauté locale riveraine de la forêt dans laquelle l'exploitant artisanal compte acquérir son bois doit au préalable être consultée par l'exploitant potentiel avec qui elle conclura un accord d'exploitation, lequel sera approuvé par l'administration locale des forêts

Le permis de coupe d'artisanale de bois d'œuvre valide

Conditions d'obtention d'un permis de coupe.

Remplir un formulaire ad hoc, à retirer auprès de l'administration provinciale en charge des forêts ;

Présenter et joindre à cette demande une carte de la forêt de la communauté locale avec laquelle le contrat a été conclu. Le lieu de la coupe sollicitée doit être localisé avec précision sur cette carte ;

S'acquitter de la taxe dite de délivrance du permis de coupe auprès des services de recette provinciale du ressort, après avis favorable de l'administration provinciale en charge des forêts. Tout ceci rendant le permis valide

### EN BREF:

#### Les quatre conditions d'accès à la ressource

1. L'obtention d'un espace forestier à exploiter. C'est-à-dire, négocier et conclure au préalable un protocole d'accord avec une communauté locale détentrice des forêts ;
2. Une demande d'agrément à solliciter auprès de l'administration forestière provinciale et l'obtention de l'autorisation de pratiquer l'exploitation artisanale de bois moyennant paiement de la taxe y relative, auprès du gouverneur de province ;
3. L'obtention d'un permis de coupe artisanale à solliciter auprès de l'administration forestière et obtenir du gouverneur de province le permis de coupe artisanale, moyennant paiement de la taxe sur le permis de coupe de bois ;

4. Le respect des clauses contenues dans le permis de coupe artisanale (i) il ne peut couvrir une superficie supérieure à 50 hectares (ii) un exploitant artisanal n'a droit tout au plus qu'à deux permis par an (iii) le permis de coupe artisanale est valable pour une période d'un an allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre (iv) il est délivré par le Gouverneur de province dont relève la forêt sur proposition de l'Administration provinciale chargée des forêts (v) l'exploitant n'ayant droit tout au plus qu'à deux permis par an, la superficie à exploiter ne peut pas dépasser 100 hectares par an.

**Sans accord avec la communauté locale :** il n'y a pas d'accès à la ressource ;  
**Sans permis de coupe, sans paiement de la taxe due à l'Etat :** l'exploitation est dans l'illégalité.

**Les droits et les obligations de l'exploitant :**

- Le respect de l'accord conclu avec la communauté forestière locale ;
- Le paiement régulier des taxes et des impôts dus à l'Etat.



## CHAPITRE III. REGLES LIEES AU RESPECT DES NORMES ENVIRONNEMENTALES

Respect des règles pour une exécution et une maîtrise des opérations d'exploitation forestière à faible impact. L'exploitant artisanal doit tenir compte des indications contenues dans le « Guide opérationnel » fixant les normes d'exploitation Forestière à Impact Réduit (EFIR) édité par le Ministère ayant les forêts dans ses attributions. Après la coupe, il mettra à la disposition de l'administration chargée de la gestion forestière un rapport d'évaluation précise.

L'Exploitation Forestière à Impact Réduit (EFIR) est l'ensemble des mesures ayant un rapport avec l'exploitation forestière. Elles permettent de réduire les impacts négatifs pour l'homme et l'environnement et d'optimiser sa récolte.

« Tout aménagement viable des forêts suppose nécessairement que leur exploitation et toutes les activités qui lui sont associées, ne portent pas atteinte à leur capacité de régénération, ni n'empêchent d'en tirer les produits.

**Le respect des normes d'abattage s'avère indispensable:** le carnet de chantier pourra notamment en faire foi. L'abattage doit donc être contrôlé.

### L'abattage contrôlé

La pratique de l'abattage contrôlé est une technique qui s'apprend par des formations théoriques et pratiques. Sa mise en application permet de réduire l'impact de l'abattage sur l'environnement, la faune et même sur le personnel.

L'exploitant est donc tenu d'appliquer les techniques d'abattage :

La préparation de l'abattage : (i) décision d'exécution ou non (ii) détermination de la direction de chute (iii) nettoyage du fût et les chemins de fuite ;

L'abattage contrôlé comprend : (i) l'égobelage (ii) l'entaille et les coupes correctes formant une bonne charnière et un niveau bas des coupes ;

Les mesures de sécurité minima: (i) un personnel compétent (ii) du matériel en bon état (iii) des équipements de sécurité.

### L'étêtage et l'éculage

De préférence après que l'arbre ait séché.

L'exploitant est tenu à ce moment de (i) récupérer le maximum de bois d'œuvre de l'arbre abattu (ii) découper les contreforts longitudinalement au lieu de découper entièrement la base du tronc (iii) donner des instructions claires aux équipes spécifiant les qualités, longueurs et diamètres à observer (iv) façonner la grume de manière à faciliter un débardage efficient et soigneux (v) atteindre un maximum de sécurité en appliquant des techniques de tronçonnage recommandées.

### Le débusquage et le débardage

Le débusquage et le débardage constituent les premières étapes de transport des bois en grumes, plus précisément de l'endroit d'abattage au parc de chargement.

Les impacts de ces deux étapes sont la plupart du temps très négatifs à cause des dégâts aux sols et la destruction du peuplement résiduel. Ces impacts pratiquement inévitables peuvent quand même être réduits.

L'exploitant est donc tenu de :

- utiliser le tracé optimal pour débarker les grumes (le plus droit et le moins large) en évitant des virages trop serrés;
- éviter les arbres à protéger ;
- limiter au minimum les franchissements de cours d'eau et dans le cas où cela est impossible, prendre quelques précautions ;
- limiter l'utilisation des bulldozers au débusquage ou un débusquage prolongé et même choisir d'autres moyens d'extraction en cas de pente forte;
- utiliser au maximum le treuil et le câble pour le débardage là où la dimension et le poids des grumes le permettent.

### Le tronçonnage, le traitement

Le tronçonnage est une des opérations les plus importantes, non seulement du point de vue de l'efficacité, mais aussi du point de vue de la diminution des impacts spécifiques. Une récupération de bois plus grande permet, à production égale, de concentrer l'exploitation sur une surface réduite, d'augmenter la productivité et de minimiser les perturbations sur le peuplement résiduel ainsi que sur le sol.

#### Marquage lisible et indélébile.

L'exploitant a l'obligation de marquer son bois en y insérant toutes les références requises : numéro de la souche, grumes, billes et billons, numéro référant le permis.

Communication des résultats à l'administration chargée de la gestion forestière.

Au décours de ses travaux, l'exploitant transmettra un rapport dit d'évaluation précise à l'administration en charge de la gestion forestière.

#### Tenue documentaire

En prévision des contrôles régulièrement prévus ou de l'observateur indépendant, l'exploitant s'assurera d'une tenue documentaire à jour.



## CHAPITRE IV. LEGISLATION LIEE AUX REGLES SOCIALES ET ECONOMIQUES

### 1. LEGISLATION LIEE AUX REGLES SOCIALES

L'exploitant artisanal doit respecter la condition relative à l'âge du travailleur qu'il emploie. Afin de respecter le code du travail et le code de la famille en leurs articles se rapportant dans ce secteur, il se référera à l'acte de naissance du travailleur, délivré par le bourgmestre, le chef de secteur ou de chefferie. Il devra aussi tenir compte de l'acte de notoriété homologué délivré par l'officier de l'état civil du lieu de naissance ou du tribunal de paix ou du tribunal pour enfants où l'acte a été établi. Un certificat médical d'approximation d'âge établi par un médecin du travail peut aussi faire foi.

On peut aussi se contenter d'un acte de dérogation expresse du Président du tribunal de paix, un jugement supplétif.

Un contrat de travail établi en bonne et due forme et visé par l'Office National de l'Emploi est exigé ;

Un certificat d'aptitude physique établi par un médecin du travail ou tout autre médecin attestera de l'aptitude du travailleur ;

Les conditions concernant la rémunération du travailleur par rapport à la loi devront être respectées ;

Les conditions de travail en ce qui concerne l'affiliation à la sécurité sociale comprenant le certificat d'affiliation de l'exploitant et la carte de sécurité sociale du travailleur.

En cas de dommage, l'exploitant est tenu de respecter le droit à la réparation en cas de dommage causé par son exploitation à la communauté locale et/ou au peuple autochtone.

L'exploitant s'accordera à l'amiable avec la communauté ou se référera à la commission locale de règlement de différends forestiers à moins de se voir contraint à une décision de la justice.

### 2. LEGISLATION LIEE A LA REGLEMENTATION ECONOMIQUE

En cette matière, l'exploitant artisanal veillera, le cas échéant, à obtenir un Numéro d'Identification Nationale auprès du Secrétariat général du Ministère en charge de l'Economie à Kinshasa ou auprès de la division provinciale en charge de l'économie du ressort.

## CHAPITRE V. LEGISLATION LIEE A LA TRACABILITE ET A LA COMMERCIALISATION

### 1. Marquage

Chaque grume abattue sera soigneusement marquée à la peinture indélébile : il s'agit de la première opération de la traçabilité. Le marquage des billes, grumes et souches permet en effet le suivi et le contrôle tout au long de la chaîne de l'exploitation. Un marquage sans erreurs est indispensable.

**L'exploitant est donc tenu de :**

respecter la numérotation de la souche, des grumes, billes et billons, numéro qui se réfère au permis;  
noter quotidiennement les données dans son registre d'exploitation.

### 2. Traçabilité

Le Programme de Contrôle de la Production et de la Commercialisation des Bois (PCPCB) en RDC fournit à l'exploitant une étiquette code barre qui permet l'identification et l'accompagnement du bois, permettant ainsi une bonne lecture de la traçabilité.

### 3. Transport

Toujours dans le cadre de la traçabilité, un bordereau de circulation avec liste de colisage visé par l'administration chargée des forêts accompagne le bois durant son déplacement : étant valable du point de chargement au prochain point de chargement : des frais de scannage devront être perçus, le cas échéant.

## CHAPITRE VI. LEGISLATION LIEE A LA FISCALITE FORESTIERE

La contribution de l'exploitation artisanale du bois au développement local est dite très faible. Sa rentabilité pour les exploitants du bois est réduite de même que le bénéfice pour les communautés forestières est marginal : sont mis en cause : les infractions à la réglementation, les perceptions illégales des taxes ou la perception des taxes illégales et le racket.

Il en résulte un mode de fonctionnement informel du secteur facilité en partie par la multiplicité des taxes plus ou moins légales selon le témoignage des exploitants artisanaux.

Les multiples actes fiscaux en vigueur dans le secteur forestier constituent un véritable goulot d'étranglement pour le secteur. Une bonne partie des taxes exigées n'est pas légale, pendant qu'une autre n'atterrit pas dans les comptes de l'Etat. Les exploitants artisanaux et même les industriels se plaignent de leur étouffement par une série des taxes plus ou moins légales. Cette multiplicité de taxe pousse nombre d'acteurs dans l'illégalité, la fraude et l'informel.

Or, il est dit: « il ne peut être établi d'impôts ou de taxes que par la loi et il ne peut être établi d'exemption ou d'allégement fiscal qu'en vertu de la loi ».

Aucune taxe ne peut donc être perçue sans des bases légales qui doivent régir le secteur et en l'occurrence ici le secteur d'exploitation artisanale.



L'exploitation forestière artisanale est certes, à l'instar des autres activités économiques, soumise au paiement des impôts, taxes et redevances. Cependant, les exploitants artisanaux se plaignent souvent d'être soumis à des prélèvements obligatoires indus bien au-delà de ce que la réglementation leur impose tant en nombre qu'en importance de l'assiette. Ils n'hésitent pas à parler des tracasseries et rackets de certains services de l'Etat ou de certains agents commis à certains postes dans le cadre de leur service.

Il faudrait sans doute :

- Inventorier tous les impôts et taxes réellement dus pour l'exploitation artisanale ;
- Les vulgariser auprès des exploitants artisanaux ;
- Sensibiliser les exploitants artisanaux de l'intérêt de payer régulièrement les taxes et les impôts.

La Commission Technique **APV FLEGT** a tenté de les répertorier et elle espère pouvoir, sous peu, opérer une descente sur terrain afin de palper du doigt les difficultés de l'exploitation artisanale, surtout celles liées aux taxes.

Les impôts et les taxes dus pour l'exploitation forestière artisanale sont celles relatives à l'exploitation forestière artisanale ainsi que les impôts liés aux opérations de vente ou de transformation de bois qui tirent leurs fondements juridiques dans la législation en vigueur en RDC.

Ils se trouvent explicitement énumérés dans la grille de légalité éditée par la Commission Technique **APV FLEGT** qui a retenu la taxe d'agrément, la taxe pour l'obtention du permis de coupe, la taxe d'abattage, les impôts sur les bénéfices et profits, sur les rémunérations, sur les rémunérations payées aux étrangers (IERE), l'impôt professionnel sur les rémunérations (IPR).

Plusieurs taxes illégales occasionnent des tracasseries et des rackets. A titre d'exemple, il y a notamment la taxe de renseignement (ANR), la taxe de migration (DGM), la taxe de roulage, le permis de circulation, la taxe de sécurité (FARDC) et tant d'autres.

Il est clair qu'il n'existe pas d'impôts ni de taxes sans loi.

Ici la loi est prise au sens large.

Pour que l'exploitation forestière artisanale puisse contribuer de façon significative dans le budget tant national que provincial et être rentable, il est impérieux que toutes les parties prenantes dont les exploitants, les services d'assiette, les administrations fiscales, les services spécialisés et autres respectent la législation fiscale en vigueur en RDC.

## INFRACTIONS ET PEINES PREVUES PAR LE CODE FORESTIER.

Nous avons tenté de résumer ici et de regrouper les infractions et peines prévues par le code forestier, tout en indiquant les références.

1.- L'exploitation forestière en violation des dispositions du code forestier ou de ses mesures d'exécution ;

- Le transport ou la vente du bois obtenu en violation de la loi : 3 mois à 2 ans de SP2 et d'une amende de 20.000 à 100.000 Fc constants ou d'1 dP3.

**Art. 143 du code forestier**

2.- Exploitation des produits forestiers sans autorisation ;

- Procéder à une reconnaissance forestière ou à un déboisement de forêts sans une autorisation : 6 mois à 3 ans de SP et une amende de 100.000 à 500.000 Fc constants ou 1 dP

**Art. 144 du code forestier**

3.- Falsification de l'une des autorisations prévues par la loi : 6 mois à 3 ans de SP et une amende de 20.000 à 100.000 Fc constants ou 1 dP

**Art. 145 du code forestier**

4.- Le refus d'accès à la concession aux agents de l'administration forestière ou des membres du conseil consultatif provincial des forêts en mission de service ;

- La location, l'échange ou la cession de la concession sans autorisation préalable de l'autorité compétente;
- L'exploitation des produits forestiers sans une autorisation requise : 1 mois à 3 ans de SP et une amende de 10.000 à 500.000 Fc constants ou 1 dP

**Art. 147 du code forestier**

5.- La dégradation d'un écosystème forestier ou encore le déboisement d'une zone exposée au risque d'érosion ou d'inondation ;

- Le déboisement de la forêt sur une distance de 50 m de part et d'autre des cours d'eau ou dans un rayon de 100 m autour de la source : 6 mois à 5 ans de SP et une amende de 20.000 à 500.000 Fc constants ou 1 dP.

**Art. 148 du code forestier**

6.- La provocation ou l'abandon d'un feu susceptible de se propager dans la forêt ou dans la brousse ou d'un feu non éteint ;

- Le port ou l'allumage d'un feu en dehors des habitations et des bâtiments d'exploitation situés à l'intérieur d'un domaine forestier : 2 mois à 2 ans de SP et d'une amende de 60.000 à 1.000.000 Fc constants ou d'1 dP.

**Art. 57 à 63 et 149 du code forestier**

7.- L'exercice d'un droit d'usage forestier dans une forêt classée en violation du code forestier ou de ses mesures d'exécution : 2 mois à 1 an de SP et une amende 10.000 à 50.000 Fc constants ou d'1 dP

**Art. 38 à 40 et 150 du code forestier**

8.- L'exercice un droit d'usage forestier dans une forêt protégée en violation de la loi, notamment



- la pratique de l'agriculture dans une aire interdite;
- la récolte illicite d'un produit dont l'exploitation est soumise à autorisation ;
- l'exploitation des produits forestiers sans autorisation requise : 1 mois à 1 an de SP et une amende de 5.000 à 25.000 Fc constants ou 1 dP

**Art. 41 à 44 et 151 du code forestier**

9. - Obstruction à l'accomplissement des devoirs des inspecteurs forestiers, fonctionnaires et agents de l'administration chargée des forêts : 1 à 5 ans de SP et une amende de 20.000 à 500.000 Fc constants ou de l'1 dP

**Art. 153 du code forestier**

## PROBLEMES DE GOUVERNANCE

S'il faut évoquer les problèmes de gouvernance qui nous amène aux présentes réflexions, nous pouvons en citer quelques-uns :

1. L'extraction, au niveau des villages, d'énormes quantités de bois des communautés qui eux, croupissent cependant dans une pauvreté extrême avec des corollaires : difficulté d'accès aux soins de santé primaires, à l'éducation, à l'eau potable, à un habitat décent ; (ceci n'est pas propre à l'exploitant artisanal)
2. Le développement par les exploitants forestiers artisanaux de mécanismes divers pour échapper à la taxation et à l'imposition, il y a par exemple se mettre sous la protection de certaines personnalités influentes.

### Avantages en cas de respect de la législation

1. L'amélioration de la gouvernance des forêts grâce au respect des normes de coupe et d'exploitation durable ;
2. Une meilleure contribution au financement du budget tant national que provincial grâce au paiement des impôts et taxes ;
3. Une contribution à l'amélioration des conditions de vie des populations forestières;
4. L'accès au marché légal tant national qu'international avec un meilleur profit ;
5. La réduction des risques de tracasseries multiples et multiformes ;
6. Une plus grande rentabilité économique du fait de la réduction des ponctions dues aux tracasseries qui permet d'accroître les bénéfices.

### Les inconvénients du non-respect de la réglementation sur l'exploitation forestière artisanale

Le non-respect de la réglementation comporte plusieurs conséquences tant pour l'Etat, la communauté locale que pour l'exploitant artisanal :

1. La dégradation des forêts et la déforestation dues à une exploitation sauvage.
  2. La destruction des écosystèmes forestiers ;
  3. La disparition de certaines espèces végétales et animales, du fait de la destruction de leur habitat naturel ;
  4. Un manque à gagner important pour l'Etat à cause des évasions et des fraudes fiscales ;
  5. L'épuisement des ressources naturelles sans amélioration des conditions de vie des communautés locales d'où, accroissement de leur état de vulnérabilité.
- En termes de valeur ajoutée, les filières informelles présentent aujourd'hui plus d'opportunités dans la création des richesses à partir de l'usage des ressources naturelles ou non et des services.

De ce fait, il est plus qu'impérieux de leur reconnaître cette importance économique et stratégique et de leur donner une place conséquente dans les stratégies d'amélioration des moyens d'existence et de lutte contre la pauvreté.

Une formalisation et une régulation plus efficaces des usages de tenure qui se placent aujourd'hui en dehors ou en deçà de la loi requièrent deux approches complémentaires.

D'une part, il est très important d'en améliorer la gouvernance à travers trois séries de mesures possibles. Il s'agit de :

1. la simplification et l'amélioration des procédures réglementaires et administratives ;
2. la sanction des fonctionnaires véreux ;
3. l'incitation financière à appliquer la légalité.

Le cadre légal devant être adapté aux capacités et aux besoins des populations locales, souvent entrepreneurs informels.

D'autre part, là où règles et perceptions locales de la nature favorisent la gestion durable des ressources, il serait sans doute pertinent de voir comment les reconnaître officiellement et de renforcer leur statut : ce serait un des résultats des tests de terrain que la Commission Technique compte organiser en ce qui concerne la grille de légalité de l'exploitation artisanale du bois d'œuvre.

Etablir et conforter des principes réalistes, simples d'exploitation durable correctement encadrés par les services administratifs.

Le secteur forestier a la capacité de générer d'énormes retombées et activités économiques et ainsi relever le niveau de vie de la population congolaise en réduisant la pauvreté et en offrant de multiples emplois.

Il faudrait donc, pour ce faire, mettre en place une politique de développement devant tenir compte des besoins sociaux et économiques inhérents à la survie des divers groupes sociaux et du danger que courent les communautés concernées à la suite d'une mauvaise gestion des ressources forestières : c'est parler d'une gestion participative.



## INOTES D'INFORMATION

### I. PLAN D'ACTION FLEGT

Adopté en 2003, Le Plan d'Action FLEGT est la réponse de l'UE à l'exploitation forestière illégale et au commerce frauduleux des bois. L'UE a fait le constat de l'impact désastreux de l'exploitation illégale sur les forêts, les communautés locales, l'économie et le climat.

L'exploitation illégale est donc une responsabilité partagée entre les producteurs et les consommateurs. Considérés comme partie du problème, les marchés européens doivent donc être aussi une partie de la solution.

FLEGT signifie application des réglementations forestières, gouvernance et échanges commerciaux. Le Plan d'action FLEGT de l'UE combine des mesures agissant sur la demande et celles agissant sur l'offre.

Les mesures agissant sur la demande concernent le Règlement Bois de l'UE (RBUE), tandis que les mesures agissant sur l'offre sont traitées par les Accords de partenariat volontaires (APV) conclus avec des pays producteurs de bois extérieurs à l'UE. Tandis que les autorisations FLEGT font le lien entre les mesures agissant sur la demande et celles agissant sur l'offre.

### II. APV/FLEGT

#### Signification de APV-FLEGT.

APV-FLEGT signifie Accord de Partenariat Volontaire pour l'Application de la réglementation forestière, gouvernance et échanges commerciaux. C'est une initiative de l'Union Européenne de lutte contre le bois illégal.

En signant un APV avec l'UE, le pays producteur du bois s'engage à respecter sa propre réglementation forestière pour garantir que seul le bois légal est exporté sur le marché européen. Il en résulte que le bois illégal ne devrait être écoulé ni au pays ni à l'étranger.

La RDC qui négocie actuellement un accord avec l'Union Européenne, a volontairement inclus le bois artisanal dans l'APV.

#### Le processus APV/FLEGT.

Un APV consiste à un accord du commerce légalement contraignant entre l'Union européenne et un pays producteur de bois non membre de l'UE. Le but d'un APV est d'assurer que le bois d'œuvre et les produits dérivés du bois exportés vers l'UE proviennent des sources légales. Ces accords aident aussi les pays exportateurs de bois d'œuvre à arrêter l'exploitation illégale en améliorant les réglementations et la gouvernance du secteur des forêts. C'est un élément central de la stratégie de l'UE de lutte contre l'exploitation illégale .

## Il existe plusieurs étapes dans le processus de négociation de l'APV-FLEGT :

- **Première étape: Information et recherche d'un consensus**  
Lorsqu'un pays producteur de bois exprime un intérêt pour l'APV et demande de l'information, l'UE et ses partenaires fournissent la documentation nécessaire. L'UE et ses partenaires se mettent aussi disponibles pour échanger et partager l'information au sujet des APV avec les représentants et les parties prenantes du pays.
- **Deuxième étape: Négociations formelles**  
Les parties conviennent du contenu de l'accord durant cette phase. L'UE et le pays partenaire discutent des détails des systèmes de vérification de la légalité et des engagements en matière de la gouvernance des forêts qui seront intégrés dans les annexes du texte de l'accord.
- **Troisième étape: Ratification et exécution**  
Après la signature, l'APV doit être ratifiée par les instances législatives des signataires.
- **Quatrième étape: Certification**  
Chaque cargaison de bois ou dérivés en provenance du partenaire vers l'UE doit être accompagnée d'une certification FLEGT. Celle-ci atteste que la cargaison est légale conformément aux exigences admises dans l'APV. Les cargaisons non certifiées FLEGT seront renvoyées à la frontière de l'UE.

Ainsi donc, un APV (Accord de Partenariat Volontaire) est un accord commercial bilatéral entre l'UE et un pays exportateur de bois extérieur à l'UE. Dans le cadre d'un APV, le pays partenaire met sur pied un système de vérification de la légalité du bois qui aboutit à des autorisations FLEGT, destinées à accompagner les produits bois vérifiés comme légaux exportés vers l'UE.

Une autorisation FLEGT est un document attestant que le bois et les produits bois respectent rigoureusement les lois afférentes du pays d'exportation. Chaque APV comporte une annexe indiquant les produits couverts par le régime d'autorisation FLEGT du pays de cet APV. Pour délivrer des autorisations FLEGT, le pays APV doit d'abord mettre en œuvre un système de vérification de la légalité du bois et tenir les engagements indiqués dans son APV

### Avantages

- Le bois et les produits bois couverts par le régime d'autorisations FLEGT sont conformes aux critères du règlement sur le bois de l'UE. Les importateurs de l'UE n'ont pas à prendre de mesures de diligence supplémentaires repris dans le RBUE.
- Les autorisations FLEGT rehaussent la réputation des produits bois et de la filière bois en attirant l'attention sur les engagements pris en faveur du commerce légal et d'une gouvernance forestière saine.



- Les systèmes de vérification de la légalité du bois s'appuient sur des définitions pragmatiques de la légalité, approuvées par les acteurs concernés à la suite de diverses procédures de participations.
- Les autorisations FLEGT traduisent la conformité avec tout un éventail de lois et de réglementations ayant trait à la gestion de la forêt, au droit du travail, aux retombées pour la collectivité et au respect des obligations fiscales.

#### ► APV et Bonne gouvernance

Dans la plupart des pays exportateurs de bois, une gouvernance forestière défaillante est un important facteur de l'ampleur et de l'étendue de l'exploitation forestière illégale. Les Accords de partenariat volontaires (APV) peuvent faire progresser la gouvernance forestière en amenant plus de clarté dans le paysage législatif, plus de transparence et plus de participation à la prise de décision, et aussi en améliorant la coordination interinstitutionnelle et la responsabilisation.

Toutefois, il n'existe aucun texte normatif relatif à la gouvernance dans le cadre des APV. Il incombe plutôt aux parties prenantes d'orienter les débats et les décisions selon leurs priorités, et d'insérer dans l'APV un texte qui réponde à leurs besoins. Chaque groupement de parties prenantes a des priorités différentes en ce qui concerne la gouvernance.

Pour les pouvoirs publics, les questions les plus importantes concernent peut-être l'application de la loi ou la viabilité économique de la filière bois. Pour les acteurs privés exerçant une activité légale, la priorité pourrait être l'élimination de la concurrence déloyale due à l'exploitation forestière illégale, associée à la maîtrise des coûts.

Pour les organisations de la société civile, les droits des collectivités ou les comptes que le gouvernement doit rendre aux citoyens pourraient être les problématiques principales.

La participation multipartite intégrée dans tous les processus APV permet à chaque catégorie d'acteurs de s'exprimer et de collaborer avec les autres acteurs pour trouver des solutions communes aux défis de la gouvernance. Un processus participatif est fondamentalement différent de la manière dont la plupart des gouvernements élaborent les politiques. Il peut déclencher de grands changements, qui prennent du temps à mûrir et se concrétiser.

Les APV possèdent une caractéristique singulière: les réformes de la gouvernance qui les accompagnent ne sont pas imposées par des forces extérieures au pays; elles naissent et prennent corps dans le pays lui-même. L'UE et le pays exportateur de bois scellent ensuite les réformes dans un accord juridiquement contraignant, l'APV.

### III. APV FLEGT RDC

#### ► Historique

- 04 Février 2010 : la RDC sollicite officiellement l'ouverture des négociations ;
- 21 octobre 2010 : Signature d'une déclaration commune à l'ouverture des négociations entre la RDC et l'UE (La Belgique s'engage à appuyer la RDC dans le processus des négociations : inscription dans le 9ième FED) ;
- 27 Novembre 2010 : mise en place d'une Commission Technique (CT) chargée d'accompagner les négociations de l'APV dans le cadre du FLEGT présidée par un Point Focal ;
- 2013 : Arrêt des travaux de la CT suite à diverses circonstances :  
Octobre 2016- octobre 2017 : Travaux de la CT grâce à un appui de transit de DFID (bridge fund) en « attendant les fonds promis par la Belgique » ;
- Mars 2018 - octobre 2018 : appui de la Belgique en coopération déléguée à l'UE : projet intitulé « FLEGT UNESCO-ERAIFT »
- Objectif du projet : Contribuer à une bonne gouvernance forestière en RDC, en appui à la politique forestière et à la foresterie communautaire pour lutter contre l'exploitation forestière illégale ;  
Agence d'exécution : UNESCO ;  
Bénéficiaires : RDC et ERAIFT  
Appuis :
- Au gouvernement congolais à travers le MEDD pour accélérer le processus des négociations de l'APV FLEGT entre la RDC et l'UE : ce pilier intitulé « Développement » vise à accompagner le gouvernement congolais (MEDD) au travers de sa Commission Technique APV FLEGT dans le cadre des négociations du processus FLEGT avec l'UE.
- Au renforcement du cursus de formation à l'ERAIFT sur les aspects liés à la gouvernance forestière : pilier dit « académique » qui vise à appuyer l'ERAIFT par le renforcement de son cursus de formation en gouvernance forestière au travers du FLEGT

#### Avantages de la RDC au bouclage des négociations de l'APV

A compter de cette date, les opérateurs qui mettent du bois ou des produits dérivés sur le marché de l'UE doivent avoir mis en place un système de diligence raisonnée. Ils pourront être contrôlés, a posteriori, et devront avoir la capacité de présenter leurs procédures de diligence raisonnée, sous peine de sanctions pénales et administratives définies dans l'article 76 de la loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt



Si le cadre légal et réglementaire est respecté en matière d'exploitation forestière, alors les droits des communautés locales sont respectés et la réduction de la pauvreté devient une réalité sur le terrain en zone forestière. Et donc clairement, ce sont les populations qui vivent dans les zones exploitées qui doivent être les premières bénéficiaires du plan d'action.

En sont bénéficiaires, d'abord les exploitants forestiers du pays. Car ils peuvent maintenir et renforcer leurs marchés d'exportation parce que leur bois est reconnu comme légal. Ensuite l'Etat congolais qui augmente ses rentrées fiscales parce que les exploitants industriels comme artisanaux payent effectivement leurs taxes. Un autre avantage du FLEGT, et non des moindres sans doute pour la RDC dans le long terme, est le signal fort que la conclusion d'un APV donnera à l'extérieur. Les préoccupations internationales sur le changement climatique confèrent en effet une nouvelle valeur ajoutée aux forêts tropicales bien gérées, qui pourrait prochainement être traduite en transferts financiers via les mécanismes REDD+ actuellement en cours de développement. La négociation d'un APV, outil d'amélioration de la gouvernance forestière, va clairement dans le sens de ces préoccupations. Elle constituera donc indiscutablement un atout international pour la RDC.

## V. RBUE

- Le Règlement sur le Bois de l'Union Européenne (RBUE) vise à écarter du marché communautaire le bois et les produits dérivés issus d'une récolte illégale. Il s'applique depuis le 3 mars 2013.

Cet autre volet du plan d'action FLEGT qui fixe des obligations aux opérateurs mettant du bois et des produits dérivés sur le marché, agit sur la demande européenne et vise à interdire l'accès au territoire européen du bois illégal et des produits qui en sont dérivés.

### ► Il cible le secteur privé en Europe et fixe :

- Une obligation de résultat : « la mise sur le marché de bois issu d'une récolte illégale ou de produits dérivés issus de ce bois est interdite. »
- Une obligation de moyens pour les premiers metteurs en marché : les opérateurs doivent "faire diligence" lorsqu'ils commercialisent pour la première fois sur le marché européen du bois ou des produits dérivés ; c'est-à-dire qu'ils doivent prendre toutes les précautions possibles pour éviter de commercialiser du bois issu d'une récolte illégale ou un produit dérivé de ce bois grâce à l'utilisation d'un système de diligence raisonnée.
- Une obligation de traçabilité minimale pour les commerçants qui doivent pouvoir identifier leur(s) fournisseur(s) et leurs acheteurs (à l'exception des particuliers).

Le règlement sur le bois de l'Union européenne ne crée pas de nouvelle procédure douanière. Ce règlement est entré en application le 3 mars 2013. A compter de cette date, les opérateurs qui mettent du bois ou des produits dérivés sur le marché de l'UE doivent avoir mis en place un système de diligence raisonnée. Ils pourront être contrôlés, a posteriori, et devront avoir la capacité de présenter leurs procédures de diligence raisonnée, sous peine de sanctions pénales et administratives définies dans l'article 76 de la loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt.

Le règlement sur le bois de l'Union européenne ne crée pas de nouvelle procédure douanière. Ce règlement est entré en application le 3 mars 2013.

A compter de cette date, les opérateurs qui mettent du bois ou des produits dérivés sur le marché de l'UE doivent avoir mis en place un système de diligence raisonnée. Ils pourront être contrôlés, a posteriori, et devront avoir la capacité de présenter leurs procédures de diligence raisonnée, sous peine de sanctions pénales et administratives définies dans l'article 76 de la loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt.

## VI. REDD+

REDD+ signifie Réduction (R), Émission (E), Déforestation (D), Dégradation forestière (D), avec le signe (+) qui signifie la prise en compte des grands programmes. Parmi les grands programmes figurent : la Gestion Durable des Forêts, la conservation de la Biodiversité et l'Accroissement des stocks de carbone<sup>21</sup>.

Le processus REDD est le résultat des négociations internationales sur le climat, qui propose de payer les efforts des pays forestiers tropicaux qui s'engagent à : (i) réduire la déforestation et la dégradation des forêts sur leurs territoires, (ii) gérer durablement leurs forêts, (iii) conserver leurs biodiversités et (iv) augmenter leurs stocks de carbone (R-PP, 2011).

- ▶ **Objectif général** : contribuer à la lutte contre les changements climatiques et au développement durable du pays.
- ▶ **Objectifs spécifiques** :
  - la réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts sur la base d'un scénario de référence historique et ajustés aux circonstances nationales ;
  - la poursuite des efforts nationaux dans les domaines de la gestion forestière durable, de la conservation de la biodiversité et de l'accroissement des stocks de carbone ;la contribution à la promotion d'une économie verte et à la lutte contre la pauvreté.
- Le Fonds National REDD a été conçu comme outil de coordination intersectorielle, de mobilisation des financements et du suivi de la mise en œuvre fiduciaire des projets liés à la Réduction des Emissions dues à la Déforestation et à la Dégradation des Forêts (REDD+) ainsi que l'atténuation des effets du changement climatique.

Deux textes de base décrivent les objectifs du FONAREDD : la Stratégie Nationale REDD+ (2012) et le Plan d'Investissement REDD. La Stratégie Nationale vise à atteindre un objectif général de stabilisation de la déforestation à l'horizon de l'année 2030.

Le Plan d'investissement, évalué à 1078 millions de dollar sur la période 2016 -2020, décline de façon opérationnelle comment atteindre cet objectif de stabilisation en identifiant des activités, des projets sectoriels, des politiques et réformes à mettre en œuvre pour adresser les différents moteurs de la déforestation (soutien au développement de l'agriculture privée et paysanne en savane, lutte contre l'exploitation illégale du bois, consommation énergétique moins dépendante de la forêt...).

Tous ces objectifs sont réunis dans « les Projets Intégrés REDD (PIREDD) ». Le Plan d'Investissement prévoit un PIREDD pour chaque nouvelle province de la République Démocratique du Congo qui en compte 26.

## VII. LES TOURBIÈRES.

Le bassin du fleuve Congo, deuxième réserve forestière humide après le bassin amazonien, est aussi un gigantesque piège à CO<sub>2</sub> aujourd'hui en danger. Ce 25 avril s'est tenu à Brazzaville un sommet de seize chefs d'État d'Afrique centrale et de l'Est, auquel devait se joindre le roi du Maroc Mohammed VI.

Sujet et objet capitaux : le bassin du fleuve Congo et son rôle majeur dans l'équilibre climatique de la planète. Les tourbières constituent une bombe à retardement en mesure d'asphyxier la moitié de la planète. Et pourtant: quel extraordinaire poumon de notre globe que cette forêt congolaise, deuxième réserve forestière humide après le bassin amazonien !

Ici se concentrent près du quart des forêts tropicales du monde, plus de la moitié des espèces terrestres végétales et animales connues, une biodiversité halieutique unique et – si l'on n'y prend garde – une bombe à retardement en mesure d'asphyxier la moitié de la planète. Cette arme fatale a un nom : tourbière.

Un lieu : à cheval sur la frontière entre les deux Congo, quelque part entre Epéna et Mbandaka.

Une fonction: celle de contenir en son sein trente gigatonnes de carbone, soit l'équivalent de quinze à vingt ans d'émissions toxiques de CO<sub>2</sub> des États-Unis.

### ► **Intérêt vital pour l'humanité.**

Mise au jour il y a un peu plus d'un an, via une étude passée presque inaperçue de la revue scientifique britannique Nature, cette tourbière, la plus vaste au monde, est d'un intérêt vital pour l'humanité.

Il faut donc la protéger et empêcher que son assèchement, déjà envisagé côté RD Congo par quelques prédateurs pétroliers, n'aboutisse à la libération dans l'atmosphère d'une couche toxique dévastatrice. C'est une préoccupation que les Nations Unies considèrent comme une priorité écologique absolue. Il en va du bois comme du pétrole en Afrique centrale : une richesse exportée brute dans le cadre d'une économie d'extraction rentière.

C'est pour le répéter que le « Monsieur Environnement » de l'ONU, Erik Solheim, s'est rendu, fin mars, à Brazzaville, à l'occasion de la première réunion en terre africaine de l'Initiative mondiale sur les tourbières.

Pourtant, peu à peu, les temps changent. Depuis la COP21 de Paris et la COP22 de Marrakech, et sous l'impulsion de quelques-uns d'entre eux, les chefs d'État africains ont compris que l'environnement était sur la scène internationale une cause à la fois porteuse, éthique et potentiellement « bancable ».

Une prise de conscience s'opère aux allures de révolution copernicienne: alors que nombre de ses enfants continuent de migrer vers le nord, une partie de l'Afrique tient entre ses mains, au cœur de ses forêts, de ses tourbières et de son écosystème,



Situation schizophrénique à laquelle une participation massive des bailleurs internationaux au Fonds bleu, cet instrument financier d'investissement durable de la Commission climat du bassin du Congo, lancé il y a un peu plus d'un an à Marrakech et à Oyo, apporterait un début de remède.

### **Ordre du jour du sommet du 25 avril : Nouveau pacte pour préserver les tourbières du Bassin du Congo du risque d'une exploitation non durable.**

Un nouvel accord international vise à protéger un vaste ensemble de tourbières écologiquement sensibles dans le Bassin du Congo contre une exploitation non durable qui pourrait autrement conduire à la libération de l'équivalent de trois ans d'émissions mondiales de gaz à effet de serre.

L'accord, signé par la République du Congo, la République Démocratique du Congo et l'Indonésie à Brazzaville, capitale de la République du Congo, établit une base pour la coopération dans l'exploitation agricole, pétrolière et gazière et les projets d'exploitation forestière dans la Cuvette Centrale, plus vaste étendue de tourbières au monde.

Les tourbières sont composées de couches de matières organiques décomposées, accumulées pendant des milliers d'années. Ils abritent des plantes et une faune unique. Le drainage de l'écosystème fragile des zones humides peut mener à une dévastation en raison de la vulnérabilité accrue aux incendies et autres menaces. La déclaration reconnaît l'importance d'une bonne utilisation des terres et d'une planification des infrastructures qui tiennent compte de la nature des tourbières, selon une déclaration du PNUE.

« Les tourbières ont poussé pendant 10 000 ans et elles peuvent être détruites en quelques jours si l'utilisation des terres n'est pas sensible à la nature des tourbières ». Il faut sauvegarder les tourbières et protéger le carbone qu'elles stockent. La conservation et le développement peuvent aller de pair : conserver les tourbières et accorder la priorité aux besoins des populations. Aider les pays à mieux comprendre la nature unique des tourbières et planifier très soigneusement leur utilisation potentielle.

Il y a lieu de souligner que l'équivalent de trois années d'émissions mondiales de gaz à effet de serre est stocké dans les tourbières du Congo. La Déclaration de Brazzaville vise à mettre en œuvre la coordination et la coopération entre différents secteurs gouvernementaux pour protéger les avantages procurés par les écosystèmes de tourbières. Cet accord est le début d'une collaboration étroite entre l'Indonésie - couverte par de vastes étendues de tourbières - et le Bassin du Congo. Le même accord a souligné l'importance d'une bonne utilisation des terres et d'une planification des infrastructures qui tiennent compte de la nature des tourbières.

### **Quid des tourbières ?**

Les tourbières sont des milieux humides qui contiennent un mélange de matières organiques décomposées, partiellement submergées dans une couche d'eau, manquant d'oxygène. La biodiversité complexe des tourbières signifie qu'elles abritent une variété d'espèces, mais leur teneur élevée en carbone les rend particulièrement vulnérables à l'incinération si elles sont drainées.



## LE NORMES D'EXPLOITATION ARTISANALE

« Pour une exploitation forestière artisanale de qualité, respectueuse de la santé des ouvriers de l'environnement naturel »

### 1 Recommandations méthodologiques

Cette partie méthodologique est destinée à l'exploitant formateur. Elle est conçue de manière à l'aider à exploiter au maximum le contenu de la formation, structurée en deux sessions, à savoir : la session 1. **Les normes administratives et la session 2 « Les normes techniques ».**

Chacune de ces sessions est structurée en plusieurs séances qui détaillent chaque fois une matière et suggère la manière de la traiter.

#### ► Structure des sessions

##### Session 1. Des normes administratives relatives à l'exploitation artisanale de bois d'œuvre

- Séance 1.1. De l'agrément
- Séance 1.2. De l'autorisation de coupe

##### Session 2 : Des normes techniques d'exploitation artisanale de bois d'œuvre

- Séance 2.1. De la planification de la gestion durable de la forêt et de la récolte
  - 2.1.1. La forêt et ses multiples fonctions
  - 2.1.2 L'exploitation forestière
  - 2.1.3. La planification de la gestion des forêts
  - 2.1.4. L'inventaire d'exploitation
  - 2.1.5. Les zones hors exploitation
- Séance 2.2. De la mise en œuvre des opérations d'exploitation
  - 2.2.1. L'abattage contrôlé
  - 2.2.2. L'étêtage et l'éculage
  - 2.2.3. Le débardage
  - 2.2.4. Le tronçonnage, le cubage, le marquage et le traitement des billes sur parc
  - 2.2.5 Le suivi et l'évaluation de l'exploitation
- Séance 2.3. De la traçabilité du bois d'œuvre
  - 2.3.1. Le marquage et le carnet de chantier
  - 2.3.2.. Le transport du bois
  - 2.3.3. La déclaration trimestrielle de bois d'œuvre produits
  - 2.3.4. La déclaration des transactions relatives aux bois d'œuvre



- Séance 2.4. De la préservation / traitement des billes sur parc
- Séance 2.5. Des opérations post exploitation
- Session 3. Sécurité et santé dans les travaux forestiers
- Séance 3.1. Des obligations et des responsabilités

### ► Objectifs du module

L'objectif général de la formation est d'amener les participants à acquérir, à la fin de deux sessions, les connaissances relatives aux normes administratives et techniques sur l'exploitation artisanale de bois d'œuvre et leurs méthodes de transmission.

Ce qui permet aux participants d'être capables, entre autres, de :

- Utiliser judicieusement ce module ;
- Faire assimiler le contenu des deux sessions ;
- Les évaluer.

### ► Approches pédagogiques

- Pour atteindre ces objectifs, le présent module entend déclencher dans le chef des participants un processus de transformation de conduites et de comportements. De ce fait la démarche pédagogique préconisée devra combiner deux approches :

- Une approche par objectifs qui consiste à traduire les contenus des sessions en termes de connaissances, de compétences et d'attitudes.

Une approche participative, qui consiste à privilégier la relation interactive de manière à permettre aux bénéficiaires de prendre eux-mêmes une part active au processus de la formation.

- Les techniques à utiliser comprendront, entre autres : le brainstorming ; la mise en situation ; les discussions en groupe ; l'analyse critique des textes ; les instruments normatifs et les supports audio-visuels ; les travaux dirigés ; l'exposé oral avec ou sans support pour présenter des synthèses et des exemples,...

### ► Evaluation

A titre indicatif, l'évaluation peut porter sur :

- Les connaissances acquises.
- Le changement dans la manière d'être et de faire : la capacité
- L'habileté à agir et à participer : après cette formation, doit identifier ce qui a changé en lui (personne intérieure) et pour lui (vie sociale)
- La compréhension par exemple de l'assertion : « l'exploitant de 2ème catégorie ne peut accéder à la ressource ligneuse que moyennant l'acquisition d'une coupe annuelle dans une unité forestière artisanale », vrai ou faux ; d'accord, pas d'accord).



## ► Autres compétences et aptitudes particulières du formateur.

Pour prétendre être capable de faire évoluer ce module, le formateur doit :

- Etre pratique et concret dans sa démarche, en recourant aux expériences des participants et au besoin, aux langues locales, véhicules les plus adaptés pour l'acquisition des concepts ;
  - Savoir recueillir les attentes des participants ;
  - Savoir gérer efficacement et rigoureusement le temps ;
  - Savoir définir de façon précise les objectifs des groupes de travail ;
- Créer un climat de confiance, de tolérance et d'entente mutuelle au sein de ces groupes (par exemple en décidant de commun accord avec eux de mettre en pratique certaines règles permettant aux uns et aux autres de s'exprimer chacun à son tour, d'écouter et de respecter les autres avis, de respecter le temps de parole imparti, etc.) ;
- Savoir faciliter les échanges d'opinions et donner une chance égale aux différents points de vue ;
  - Savoir faire le point régulièrement de ce qui s'est dit ou fait, clarifier le sens des diverses interventions si elles prêtent à confusion, maintenir l'ordre dans les discussions ;
  - Savoir faire des synthèses et tirer les conclusions si nécessaires.

## 2 Description du contenu du module

### Session 1. Les normes administratives relatives à l'exploitation artisanale de bois d'œuvre

#### Introduction

L'exploitation forestière artisanale de bois d'œuvre est régie essentiellement par la Loi n° 011/2002 du 29 Août 2002 portant Code Forestier et un certain nombre de ses mesures d'application dont , l'arrêté ministériel n° 84/CAB/MIN/ECN-DD/CJ/00/RBM/2016 du 29 octobre 2016 portant conditions et règles d'exploitation des bois d'œuvre (Arrêté 84) , l'arrêté ministériel n° 102/CAB/ MIN/ECN-T/15/JEB/09 du 16 juin 2009 fixant les règles et les formalités du contrôle forestier (AM 102) , l'arrêté ministériel n°85/CAB/MIN/ECN-DD/CJ/00/RBM/2016 du 29 octobre 2016 relatif à l'Unité Forestière Artisanale (UFA) , l'arrêté ministériel n° 034/CAB/MIN/EDD/03/BLN/2015 du 03/07/15 fixant la procédure d'élaboration, de vérification, d'approbation, de mise en œuvre et du suivi du plan d'aménagement d'une concession forestière de production de bois d'œuvres et les instruments normatifs (AM 034) ainsi que quelques guides opérationnels.

Aux termes de l'arrêté ministériel n°84/CAB/MIN/ECN-DD/CJ/00/RBM/2016 du 29 octobre 2016 portant conditions et règles d'exploitation des bois d'œuvre, l'exploitation forestière des bois d'œuvre s'opère suivant deux modes: l'exploitation industrielle et celle dite artisanale.

L'exploitation artisanale des bois d'œuvre est celle opérée en dehors d'une concession forestière, selon l'une des catégories ci-après:

L'exploitation artisanale de première catégorie, c'est celle qui s'opère par une personne physique, de nationalité congolaise, sur un espace de coupe dont la superficie ne peut excéder cinquante (50) hectares. Elle est caractérisée par l'utilisation de la machette, de la hache, de la scie de long, du tir fort ou de la tronçonneuse.

L'exploitation artisanale de deuxième catégorie est celle qui est pratiquée dans une unité forestière artisanale, conformément à la réglementation en vigueur en la matière, par une personne physique de nationalité congolaise ou une société de droit congolais dont le capital social est constitué d'une participation majoritaire des nationaux. Elle se caractérise par l'utilisation du matériel spécifique d'exploitation formé principalement d'une tronçonneuse et/ou d'une scie mobile, à l'exception des engins à roue ou à chenille, tels que défini à l'article 11, point 2 de l'arrêté. Elle porte sur une aire de coupe allant de cent (100) à cinq-cents (500) hectares.

### But de la session

Aider les participants à comprendre les modalités et les procédures d'obtention des documents indispensables à l'exploitation forestière artisanale de bois d'œuvre en RDC.

#### Séance 1.1. De l'agrément

##### Objectif pédagogique:

Au terme de cette séance, les participants doivent être capables d'expliquer et de diffuser les conditions d'accès à la profession d'exploitant forestier artisanal.

Selon le Code forestier, les exploitants privés artisanaux ne peuvent opérer dans les forêts des communautés locales que moyennant la détention d'un agrément délivré par le Gouverneur de province, sur proposition de l'administration forestière locale.

#### ► Accès à la profession d'exploitant forestier artisanal de bois d'œuvre

L'accès à la profession d'exploitant forestier artisanal de bois d'œuvre est établi par l'obtention d'un certificat d'agrément, qui est personnel et qui ne peut être cédé aux tiers. L'agrément confère donc à son titulaire la qualité d'exploitant forestier artisanal.

#### ► Durée de validité du certificat d'agrément

Le certificat d'agrément est valable pour une période de cinq (5) ans. Il peut faire l'objet d'une nouvelle demande dans les mêmes conditions.

#### ► Etapes du processus d'obtention d'un certificat d'agrément

Il y a :

1. La constitution du dossier de demande de l'acte d'agrément par l'opérateur forestier ;
2. Le dépôt du dossier au niveau de l'administration provinciale des forêts /coordination provinciale de l'environnement.

3. La vérification des conditions préalables à remplir par un requérant de l'agrément et l'avis technique de l'administration provinciale en charge des forêts
4. Le paiement de la taxe y afférente dont le taux est fixé conformément à la réglementation en vigueur
5. La délivrance du certificat d'agrément par le Gouverneur de province du ressort.

► **Les éléments du dossier**

Le dossier de la demande de l'acte d'agrément devra contenir, outre la preuve de son établissement régulier sur le territoire du ressort de la province concernée, les pièces attestant avoir rempli les conditions suivantes :

■ **Pour la première catégorie:**

- Etre une personne physique de nationalité congolaise;
- Etre de bonne conduite, vie et mœurs;
- Etre détenteur d'une patente ou d'un Registre du Commerce et du Crédit Mobilier (RCCM) ;
- Avoir une expérience en matière d'exploitation forestière ou, le cas échéant, attester de l'utilisation d'un personnel expérimenté en la matière;
- Détenir du matériel d'exploitation forestière visé à l'article S, point 1 ci-dessus, tout en indiquant le nombre et les caractéristiques dudit matériel;
- Etre en règle avec la législation fiscale.

■ **Pour la deuxième catégorie:**

- Etre une personne physique de nationalité congolaise ou morale de droit congolais;
- Présenter une garantie financière suffisante, conformément à législation forestière en vigueur;
- Etre de bonne conduite, vie et mœurs;
- Avoir une expérience en matière d'exploitation forestière ou attester l'utilisation d'un personnel ayant une telle expérience;
- Présenter une preuve relative à la possession d'un matériel spécifique pour ce type d'exploitation. Il s'agit notamment d'une tronçonneuse et/ ou d'une scie bile, tout en indiquant leur nombre et leurs caractéristiques. Ce matériel peut- être détenu individuellement, collectivement, en propriété ou en location, les engins à roue ou à chenille étant exclus;
- Produire un extrait du Registre du Commerce et du Crédit Mobilier et des statuts sociaux mentionnant l'exploitation forestière comme activité principale;
- Détenir un numéro import - export;
- Etre en règle avec la législation fiscale;
- Etre titulaire d'un compte bancaire en République Démocratique du Congo.

## **Séance 1.2. De l'autorisation de coupe**

► **Objectif pédagogique:**

Au terme de cette séance, les participants doivent être capables d'expliquer et de diffuser les modalités d'accès aux bois d'œuvre.

Le certificat d'agrément confère à son détenteur la qualité d'exploitant forestier artisanal, mais il ne lui donne pas le droit de couper les bois dans une forêt de communauté locale ou dans une UFA.



Tout exploitant forestier artisanal détenteur d'un certificat d'agrément valide ne peut procéder à la coupe des bois qu'en vertu d'un permis de coupe artisanale

**Selon l'AM 84, les permis de coupe artisanale de bois d'œuvre sont de deux types:**

1. Le permis de coupe artisanale de la première catégorie qui donne à son titulaire le droit de couper du bois d'œuvre dans une forêt protégée. Il ne peut couvrir qu'une superficie allant de dix (10) à cinquante (50) hectares.
2. Le permis de coupe artisanale de deuxième catégorie qui permet à son titulaire de prélever du bois dans une assiette annuelle de coupe à l'intérieure d'une unité forestière, conformément au plan d'aménagement forestier. Il porte sur une aire de coupe définie dans l'acte d'attribution de la coupe et dont la superficie varie entre cent (100) et cinq-cents (500) hectares.

► **Les étapes du processus d'obtention d'un permis de coupe artisanale**

Il y a :

1. La constitution du dossier de la demande du permis de coupe artisanale par l'exploitant ;
2. Le dépôt du dossier au niveau de l'administration provinciale des forêts /coordination provinciale de l'environnement
3. La vérification des conditions préalables à remplir par le requérant de l'agrément et l'avis technique de l'Administration provinciale en charge des forêts
4. Le paiement de la taxe sur le permis de coupe de bois d'œuvre
5. Le visa du ministre provincial en charge des forêts
4. La délivrance du permis de coupe artisanale par le gouverneur de province du ressort.

► **Les éléments du dossier**

La demande de permis de coupe artisanale devra contenir les pièces suivantes :

**A. Pour la première catégorie :**

- Un formulaire fourni gratuitement par l'Administration provinciale chargée des forêts dûment rempli contenant les informations générales relatives à:
  1. L'identification du requérant;
  2. L'acte d'agrément spécifiant sa catégorie;
  3. La localisation précise du lieu de coupe, y compris la carte y afférente;
  4. La liste des matériels d'exploitation (l'abattage, le débardage, le transport et la transformation) ;
  5. Le nombre de pieds inventoriés pour chaque essence forestière et les volumes estimés par classe;
  6. L'identification de la communauté locale concernée.

Une copie de l'accord signé avec la communauté locale concernée.

Signalons par ailleurs qu'avant de conclure une convention d'exploitation, l'exploitant artisanal de première catégorie présente les pièces originales ci-après :

- Une carte d'identité, un passeport ou un certificat de nationalité;
- Une patente ou un Registre de Commerce et du Crédit Mobilier;
- Un certificat d'agrément.

- Une copie certifiée conforme de l'arrêté du gouverneur de province portant attribution des coupes de bois d'œuvre dans une unité forestière artisanale;
- Un acte d'engagement du requérant relatif à la réalisation des infrastructures socio-économiques au profit des communautés locales riveraines de l'unité forestière concernée et indiquant la hauteur des sommes dues à cette fin;
- Le cas échéant, la preuve du paiement des taxes et redevances forestières dues au titre de l'année écoulée en l'absence de laquelle aucune demande n'est reçue.

► **Durée de la procédure d'obtention d'un permis de coupe artisanale**

- L'administration forestière provinciale du ressort dispose d'un délai maximum de trente (30) jours, à dater de la réception, pour émettre son avis.
- En cas de non-conformité de la demande, elle en notifie immédiatement le requérant avec copie au Gouverneur de province, à moins qu'il y ait un besoin d'informations complémentaires, auquel cas, elle accorde au requérant un délai ne dépassant pas dix (10) jours ouvrables pour produire les éléments y afférents;
- En cas de conformité, un avis favorable est émis et notifié au requérant qui procède au paiement de la taxe de délivrance du permis.
- L'Administration forestière provinciale établit le permis et le transmet avec le dossier de demande au gouverneur de province, dans un délai de dix (10) jours à compter de la réception de la preuve de paiement de la taxe y afférente ;
- En l'absence de réaction de l'administration dans un délai d'un (1) mois, à dater du dépôt de la demande de permis, le requérant lui adresse une lettre de rappel avec copie au Gouverneur de province ;
- Si dans les dix (10) jours ouvrables suivant la réception de la lettre de rappel, l'administration forestière provinciale n'a pas réagi, le requérant en saisit le gouverneur de province qui dispose d'un délai de quinze (15) jours à dater de la demande pour délivrer le permis. A l'écoulement de ce dernier délai, le permis est délivré d'office.

■ **Tout rejet est motivé et notifié au requérant.**

► **La durée de validité d'un permis de coupe artisanale de bois d'œuvre**

Les permis de coupe artisanale de bois d'œuvre sont valables pour une période d'un (1) an allant du 1er janvier au 31 décembre. Ils peuvent être prolongés d'une année à la suite d'une demande dûment motivée du titulaire adressée à l'administration forestière provinciale.

Dans tous les cas, l'ensemble des bois prélevés doit être sorti des limites de l'aire du permis de coupe deux ans après la date initiale de validité du permis (délai de vidange)

## Session 2 : Les normes techniques d'exploitation artisanale de bois d'œuvre

### Introduction

Une exploitation forestière rationnelle n'a de sens que dans la mesure où les produits de choix qu'elle fournit sont exploités avec le souci d'économiser une matière précieuse et fragile. En RDC le domaine forestier doit être protégé contre toute forme de dégradation ou de destruction du fait notamment de l'exploitation illicite, de la surexploitation, du surpâturage, des incendies et brûlis ainsi que des défrichements et des déboisements abusifs.

De ce fait, toute exploitation de bois d'œuvre est subordonnée à l'observation des principes de gestion durable, écologiquement rationnelle, économiquement viable, techniquement efficace et socialement équitable.



Cette gestion implique notamment:

- La réalisation d'un inventaire d'exploitation;
- Une planification détaillée de la coupe de bois d'œuvre sur la base d'un plan d'aménagement forestier, plan de gestion ou plan annuel d'opération validé
- Une exécution efficace et une maîtrise des opérations d'exploitation forestière à faible impact;
- Une évaluation précise après la coupe et la communication des résultats à l'administration chargée de la gestion forestière;
- Le recours à un personnel qualifié et compétent.



## But de la session

Amener les participants à avoir des informations nécessaires à de bonnes pratiques forestières à la fois respectueuses de l'environnement et économiquement viables. Et ce, en vue de minimiser les impacts négatifs de l'exploitation de bois d'œuvre.

## Séance 2.1. De la planification de la gestion durable de la forêt et de la récolte

### Objectif pédagogique:

Au terme de cette séance, les participants doivent être capables :

d'expliquer les diverses fonctions de la forêt,  
d'expliquer et de diffuser les pratiques d'exploitation à faible impact dans la région et de faire avancer la cause de la gestion durable des ressources forestières par les exploitants forestiers artisanaux.

### 2.1.1. La forêt et ses multiples fonctions

#### *Les différentes fonctions de la forêt pour la planète et les communautés humaines*

La forêt remplit, pour la planète et les communautés humaines, certaines fonctions importantes à notre survie et à celles de nombreux autres organismes qu'il convient de maintenir et de préserver. Il s'agit essentiellement des fonctions écologiques, socioéconomiques et socioculturelles:

#### *Les fonctions écologiques de la forêt*

Le milieu forestier, par sa biodiversité, est source de multiples propriétés:

- Milieu de vie pour l'homme et l'ensemble des espèces animales et végétales;
- Réservoir d'information génétique;
- Producteur de biomasse, combustibles et produits miniers;
- Régulateur et stabilisateur de la biosphère.

#### *Les fonctions socio-économiques des forêts*

La continuité des fonctions socioéconomiques est garantie si la forêt préserve son potentiel d'avenir de production de bois et produits forestiers non ligneux, par une récolte ne dépassant pas la possibilité et la capacité de régénération du massif. D'autre part, les dégâts à la forêt résiduelle et, en particulier, aux tiges d'avenir, doivent être maintenus au niveau le plus bas possible.

#### *Les fonctions socio-culturelles des forêts*

La continuité des fonctions socioculturelles de la forêt est à préserver, notamment celles concernant l'identité culturelle des populations (arbres, forêts, sites sacrés ou d'initiation). D'où la nécessité de la valoriser et d'assurer une bonne gestion du patrimoine forestier. Dans ce cadre, la qualité de mise en œuvre des interventions est fondamentale. De ce fait, la gestion durable de la forêt par les exploitants artisanaux se concrétise au travers des planifications à court terme.

## 2.1.2 De l'exploitation forestière

Quid de l'exploitation forestière ?

L'exploitation forestière (récolte de bois) se définit comme l'ensemble des activités, des opérations ou des travaux successifs qui concernent notamment l'ouverture des parcs et des pistes de débardage, de l'abattage, d'étêtage et d'éculage, le débusquage et le débardage, le tronçonnage, le cubage, le marquage et le traitement des billes sur parc bord route, le chargement et le transport du bois ou de tout autre produit ligneux, ainsi que le prélèvement dans un but économique des autres produits forestiers.

### Importance de l'exploitation forestière

L'exploitation forestière répond à plusieurs objectifs:

- Sylvicole: elle permet le renouvellement des peuplements (coupes de régénération...) et la croissance des arbres d'avenir (coupes d'éclaircie);
- Économique: elle assure une rentrée financière pour l'exploitant et un approvisionnement de la filière;
- Sanitaire: elle permet de garder le meilleur état sanitaire possible de la forêt;
- Environnemental et social: elle contribue à la préservation de la biodiversité, la protection des sols, l'accueil du public et la gestion du paysage.

### Quid de l'exploitation à faible impact ?

L'exploitation forestière à faible impact (EFI) / l'exploitation forestière à impact réduit (EFIR), c'est l'ensemble de mesures et pratiques qui visent à optimiser l'efficacité des opérations, et à minimiser leurs impacts nocifs sur l'environnement, la main d'œuvre et les populations locales, afin de maintenir la capacité productive de la forêt et ses fonctions écologiques et socio-économiques, afin d'en faciliter l'application, ces mesures ont été regroupées en 12 principales étapes:

- L'inventaire de l'exploitation;
- Les zones hors exploitation;
- Le réseau routier et les parcs à grumes;
- L'abattage contrôlé;
- L'étêtage et l'éculage;
- Le débusquage et le débardage;
- Le tronçonnage, le marquage et le traitement du bois;
- Le chargement et le transport du bois;
- Les opérations post-exploitation;
- La gestion des déchets;
- La faune
- Le suivi et le contrôle des opérations.

## 2.1.3. La planification de la gestion des forêts

L'exploitation de bois d'œuvre est subordonnée à l'observation des principes de gestion durable. Selon les dispositions de l'arrêté n°84/CAB/MIN/ECN-DD/CJ/00/RB-M/2016 du 29 octobre 2016 portant conditions et règles d'exploitation des bois

d'œuvre (Arrêté 84), l'exploitation dans les unités forestières artisanales s'effectue de façon rationnelle conformément au plan de gestion, ainsi qu'au plan annuel d'opérations.

### **Les documents de gestion durable de la forêt et de la récolte pour les exploitants forestiers artisanaux**

La déclinaison de la gestion durable de la forêt par les exploitants forestiers artisanaux de 2ème catégorie se fait au travers trois documents de durée et d'importance stratégique différente, à savoir

#### **► Le plan d'aménagement.**

Selon le code forestier congolais, toute activité de gestion et d'exploitation forestière est soumise à l'élaboration préalable d'un plan d'aménagement forestier. Selon l'arrêté ministériel n° n°85/ CAB/ MIN/ ECN-DD/ CJ/00/ RBM/ 2016 du 29 octobre 2016 relatif à l'Unité Forestière Artisanale (Arrêté 85), une unité forestière artisanale ne peut être ouverte à la procédure d'attribution des coupes des bois d'œuvre si, au préalable, elle n'a pas fait l'objet d'un processus d'aménagement forestier. Placé sous l'autorité du gouverneur de province, en tant que maître d'ouvrage, le processus de l'aménagement de l'unité forestière artisanale est conduit par l'administration provinciale des forêts.

#### **► Le plan de gestion.**

Le plan de gestion fixe les prescriptions de l'aménagement pour les différentes subdivisions de la concession en unités de gestion. Chaque bloc d'aménagement quinquennal fait l'objet d'un plan de gestion quinquennal qui planifie les activités sur une période de cinq ans. Lors de l'élaboration du plan de gestion quinquennal, l'exploitant, en concertation avec les communautés locales riveraines,

fixe et marque sur le terrain les limites définitives de la zone de développement rural, conformément au guide opérationnel y afférent. L'engagement des populations riveraines concernées à respecter ces limites est intégré dans les procès-verbaux.

#### **► Le plan annuel d'opérations**

Le plan annuel d'opérations permet la programmation et le suivi annuel de la mise en œuvre du plan. C'est l'outil de gestion quotidien de l'exploitation dans lequel sont consignées toutes les prescriptions d'aménagement à réaliser dans une aire annuelle de coupe. Ainsi, avant toute opération d'exploitant dans une aire annuelle de coupe, il est tenu de détenir un plan annuel d'opérations couvrant un exercice allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre d'une même année.

Le plan annuel d'opérations est élaboré sur base des résultats de l'inventaire d'exploitation de l'aire annuelle de coupe, conformément aux guides opérationnels y afférents, en tenant compte des prescriptions du plan d'aménagement forestier et du plans de gestion quinquennal.



Le plan annuel d'opérations est déposé au plus tard le 30 septembre de l'année précédant l'exploitation auprès du service compétent tenu de statuer sur sa conformité par rapport au guide opérationnel y afférent.

#### 2.1.4. L'inventaire d'exploitation

Selon le code forestier, la mise en exploitation de toute forêt domaniale est subordonnée à l'existence préalable d'un inventaire forestier.

Ainsi toute exploitation de bois d'œuvre est-elle subordonnée à l'observation des principes de gestion durable impliquant notamment la réalisation d'un inventaire d'exploitation, qui est l'élément essentiel de l'EFL.

##### ► L'inventaire forestier

L'inventaire forestier est la collecte systématique de données sur les ressources forestières dans une zone déterminée. Elle permet l'évaluation de l'état actuel et sert de fondement à l'analyse et à la planification qui constituent la base de la gestion durable des forêts.

##### ► Différents types d'inventaires

Les inventaires de zones plus limitées ont normalement des objectifs spécifiques, souvent la planification et les opérations forestières. Ils comprennent notamment :

- Les inventaires de reconnaissance : les évaluations préliminaires des ressources forestières dans une zone limitée ;
- Les inventaires d'aménagement ou de gestion pour orienter la sylviculture et la gestion des forêts ;
- Les inventaires d'exploitation visant à évaluer les disponibilités de bois d'œuvre exploitable et à planifier les opérations de récolte ;
- Les inventaires post-exploitation pour évaluer la régénération et les dommages causés par les opérations de coupe.

##### ► L'importance de l'inventaire d'exploitation

L'inventaire d'exploitation a pour objectifs de :

- Identifier, compter, cartographier, marquer et numéroté tous les arbres exploitables ou susceptibles d'être exploités.
- Compléter et de préciser la carte topographique, en précisant les éléments du réseau hydrographique et en cartographiant les contraintes pour l'exploitation.
- Délimiter sur carte les zones sensibles qui ne seront pas exploitées.
- Optimiser sur le terrain et de cartographier les futures routes principales et secondaires, de manière à réduire l'impact sur l'écosystème (en particulier les tiges d'avenir) et permettre aux abatteurs de retrouver facilement les pieds à abattre.

L'inventaire d'exploitation sera le point de départ de la traçabilité des grumes et du suivi de l'exploitation depuis l'arbre sur pied jusqu'à la grume commercialisée.

L'inventaire d'exploitation sur une aire annuelle de coupe devra être achevé au moins 3 mois avant le début de l'exploitation sur ladite aire.

## ► Portée de l'inventaire d'exploitation

En raison de l'hétérogénéité propre aux forêts tropicales, la localisation précise des arbres exploitables exige de parcourir la totalité de la superficie exploitable. La technique à appliquer en matière d'inventaire d'exploitation se base sur le principe d'un inventaire en plein ou à 100 %.

Le traitement de ces données aboutit à un rapport d'inventaire d'exploitation où sont présentés les résultats synthétiques et des cartes détaillées d'exploitation, et qui constitueront le contenu principal du Plan Annuel d'Opérations (PAO) de l'aire annuelle de coupe à transmettre à l'administration forestière pour approbation (au moins 3 mois avant le démarrage de l'exploitation).

## ► Différentes méthodes d'inventaire d'exploitation

Deux méthodes d'inventaire sont généralement pratiquées :

### 1. L'inventaire dit par « poche d'exploitation ».

Il consiste à diviser la forêt en parcelles unitaires, de superficies variables, bornées par des limites naturelles généralement constituées par l'interfluve entre deux cours d'eau. Ces limites naturelles sont complétées et jointes par des layons destinés à fermer la poche. Cette méthode permet de limiter les travaux de layonnage. Néanmoins, elle nécessite des cartes topographiques au minimum à l'échelle du 1/50 000 et des équipes bien formées et entraînées, afin d'éviter des erreurs.

### 2. L'inventaire par quadrillage systématique du terrain.

Cet inventaire par des layons est-ouest et nord-sud, permet de délimiter des parcelles de tailles égales. Selon l'écartement choisi entre les layons, ces parcelles peuvent atteindre entre 20 et 100 hectares, quelquefois même plus.

A partir d'une ligne de base qui, à la fois, sert d'accès et d'axe topographique et qui peut être soit une route, soit une piste préexistante ou même un layon, on procède à un quadrillage complet de la forêt au moyen d'un réseau de layons principaux d'orientation est-ouest. Leur intervalle varie le plus souvent entre 500 à 1 000 m, parfois même plus. Après, on délimite des quadrilatères de 20, 50 ou 100 hectares. Des layons secondaires sont généralement orientés nord-sud, espacés de 200 m, 250 m ou même de 500 m. Les layons principaux et les layons secondaires délimitent donc des parcelles rectangulaires de 20 ha, 25ha ou 50 ha qui constituent les unités de comptage de l'inventaire.

Pour chaque arbre inventorié, le compteur l'identifie, puis appelle l'arbre repéré par le numéro qu'il vient de lui attribuer et le qualifie d'après son essence, son diamètre, sa qualité et son statut). L'arbre est alors positionné avec son numéro sur la carte de la poche, par le chef d'équipe qui l'inscrit également sur la fiche de comptage.

### Différents signes distinctifs des arbres inventoriés

En fonction du statut de l'arbre inventorié, un signe distinctif est porté sur son tronc à la peinture ou à la machette :



#### a) Les arbres exploitables

Des numéros sont attribués à tous les arbres exploitables. Le numéro est inscrit à la peinture blanche à la base du fût ou sur un contrefort. Ce numéro doit être inscrit suffisamment bas (moins de 40 cm) pour rester sur la souche après l'abattage. L'emplacement du marquage sur le tronc doit être nettoyé avant de peindre le numéro. Il y a lieu de signaler que l'écorce doit être enlevée. Les séries de numéro sont reprises à partir de zéro pour chaque nouveau bloc.

#### b) Autres arbres à marquer

1. Les arbres dont le DHP est supérieur au DME, mais de mauvaise qualité, sont marqués avec un «V» à la peinture sur l'écorce. Les arbres d'avenir [DHP inférieur au DME / (sous diamètre)] sont à protéger et doivent être marqués avec le signe « Ø » des deux côtés. Les arbres d'avenir sont ceux qui reconstitueront le volume exploitable après une rotation. Ils doivent par conséquent être protégés afin que ce volume puisse se reconstituer.
2. La deuxième catégorie est constituée des arbres dits patrimoniaux qui sont d'une grande importance sociale et par conséquent ils sont à protéger. Les études sociales effectuées lors de l'élaboration du plan d'aménagement identifieront les éventuels arbres patrimoniaux. Ils seront marqués d'un « P ».
3. Enfin il y a les arbres semenciers. Après avoir numéroté des tiges lors du comptage des essences à exploiter, on soustraira certains arbres qui serviront de semenciers. Ils porteront un numéro, mais seront marqués d'un « P » lors du pistage. On pourra les sélectionner par essence exploitée au minimum 0,02 tiges à l'hectare ou 2 par 100 h.



### 2.1.5. Des zones hors exploitation

Le domaine forestier est protégé contre toute forme de dégradation ou de destruction du fait notamment de l'exploitation illicite, de la surexploitation, du surpâturage, des incendies et des brûlis ainsi que des défrichements et des déboisements abusifs. Et ce, dans le but de réduire les impacts négatifs sur les populations, les ressources et l'écosystème. Ainsi, certaines zones exposées à un certain nombre des risques doivent être mises hors exploitation.

#### Sont classées zones hors exploitation :

- Les zones non exploitables : les zones marécageuses, les zones à forte pente (pente supérieure ou égale à 30%) et les zones de rochers ;
- Les zones à valeur culturelle ou religieuse : les forêts ou les arbres sacrés ;
- Les zones d'importance écologique, scientifique ou touristique : les zones à très grande diversité floristique ou faunique, les habitats d'espèces endémiques, les habitats uniques et fragiles, etc. ;
- Les zones sensibles, c'est-à-dire en bordure des cours d'eau permanents, des marigots ou autour des marécages. L'établissement des zones sensibles permet de protéger les rives de l'érosion et d'un apport trop important de sédiments consécutif à l'érosion. Elles peuvent aussi constituer des petites réserves de biodiversité et servir de refuges pour les animaux pendant l'exploitation.

La largeur minimum des zones sensibles est présentée dans le tableau suivant



La largeur minimum des zones sensibles est présentée dans le tableau suivant

Cours d'eau (mesuré aux hautes eaux)	Largeur de la zone sensible
Largeur < 10m	50 m sur chaque rive
Ravines	10 m de chaque côté
Ruisseaux ou marigots	20 m de chaque côté
Marécages	10 m à partir de la limite
Tête de source	150 m autour

### Précautions particulières en rapport avec ces zones

Les zones exclues de l'exploitation et leurs zones sensibles bénéficient d'un traitement particulier:

- Aucun arbre ne peut être abattu à l'intérieur de ces zones. Les arbres situés à proximité immédiate doivent être abattus, si possible à l'extérieur de la zone et des cours d'eau; .
- si un arbre est abattu involontairement dans un cours d'eau, tous les débris doivent être enlevés, en perturbant le moins possible le lit et les rives de la rivière;
- Sauf exception, l'accès des engins motorisés est interdit dans ces zones. Dans ce cas, le parcours doit être le plus court possible afin de limiter au maximum d'éventuelles perturbations ;
- Il y a lieu d'autoriser la mise en place de passages provisoires en rondins permettant la traversée d'un cours d'eau par des engins, pour la construction d'un ouvrage, par exemple ;
- Lorsque cela est indispensable, des passages à gué des cours d'eau peuvent être autorisés sur fonds rocheux ou graveleux;
- Aucun mouvement de terre ou de travail de terrassement n'est admis dans ces zones;
- Aucun débris d'exploitation ne doit être introduit dans les zones protégées et les zones sensibles.

## Séance 2.2. De la mise en œuvre des opérations d'exploitation

### Objectif pédagogique:

Au terme de cette séance, les participants doivent être capables d'expliquer et de diffuser :

Les normes et les prescriptions légales sur les opérations d'exploitation forestières appropriées et susceptibles de réduire et d'atténuer les impacts négatifs de l'exploitation forestière ;

Les mécanismes de suivi et d'évaluation de récolte permettant d'obtenir des renseignements sur la qualité des opérations de récolte forestière.

### 2.2.1. De l'abattage contrôlé

L'abattage fait partie des activités susceptibles d'entraîner des graves conséquences au peuplement restant. Il faut alors appliquer des techniques capables de réduire ces impacts, notamment l'abattage contrôlé.

#### ► Les objectifs de l'abattage contrôlé

L'abattage contrôlé permet :

- d'éviter les dégâts sur les arbres d'avenir, pour la régénération et au sol;
- de garantir un maximum de sécurité pour l'équipe;
- d'utiliser le plus possible de volume de l'arbre abattu;
- de faciliter, autant que possible, une position favorable des billes pour leur future extraction.

#### ► Les différentes phases de l'abattage contrôlé

Il y a quatre phases successives :

##### a) la détermination du niveau d'abattage

Quelques règles fondamentales doivent être respectées lors de l'abattage des arbres.

Il s'agit :

##### ■ De la hauteur de coupe :

Généralement la hauteur de coupe est proportionnelle à la dimension du DHP (Diamètre à Hauteur de Poitrine), diamètre d'un arbre mesuré à une distance de référence standard (généralement 1,3 m) au-dessus du sol.

##### ■ Du diamètre minimum d'exploitabilité (DME):

C'est le diamètre en dessous duquel l'arbre d'une essence donnée ou la tige ne devrait pas être exploité. Le DME est choisi selon des considérations écologiques et socio-économiques. En RDC, il peut varier de 50 cm à 80 cm à 1,30 m au-dessus du sol.

##### b) L'enlèvement des contreforts (empattement)

L'enlèvement des contreforts permet afin d'avoir un contour cylindrique, de diminuer la surface basale et de faire que la coupe d'abattage soit terminée avant que l'arbre ne commence à tomber.

##### c) L'établissement de l'entaille de direction

L'établissement de l'entaille de direction permet de préparer la charnière de pivotement autour de laquelle l'arbre à abattre effectue son mouvement vers le sol.

##### d) L'exécution de la coupe d'abattage.

Avant d'entamer la coupe d'abattage, l'abatteur doit toujours signaler par un cri qu'il va abattre l'arbre. Sans aucune réponse, il peut poursuivre l'abattage.





### Impact de l'abattage

Un abattage mal conduit ou mal contrôlé peut entraîner plusieurs impacts négatifs sur l'environnement:

Des dégâts amplifiés sur le peuplement résiduel : branches cassées, arbres étêtés ou déracinés ;

Un impact financier car les dégâts engendrés peuvent se traduisent par une perte sensible de bois d'œuvre, il s'agit principalement de roulures, des fentes, des arrachements ...etc ;

La mise en danger du personnel.

Par contre, l'abattage contrôlé diminue les pertes de bois et les impacts nocifs. En plus il augmente la productivité et la sécurité et enfin, il facilite le déroulement des opérations consécutives.

### 2.2.2. De l'étêtage et éculage

L'étêtage / écimage ou séparation du houppier de l'arbre de son tronc et l'éculage, coupe de la culée sont les étapes qui suivent l'abattage.

L'écimage ou l'étêtage est normalement pratiqué sous la première grosse branche. Il est préférable que ces étapes soient effectuées quelques jours ou même quelques semaines plus tard afin que l'arbre puisse sécher par ses feuilles.

Toutefois pour les essences fragiles, il faut aller vite, pour fournir des bois de coupe aussi fraîche que possible, et réduire toute possibilité d'attaque par les insectes et les champignons, et ainsi éviter le traitement chimique. Tandis que l'étêtage et la coupe de la culée sont des opérations qui permettent d'augmenter le rendement des matières en essayant chaque fois que possible d'étêter au-delà de la première grosse branche et de réduire au minimum l'épaisseur de la coupe dans la culée.

toutes ces opérations requièrent un personnel expérimenté et entraîné en pratiques d'EFI; y incluses les normes de sécurité.

Pour une exploitation artisanale de bois d'œuvre rationnelle et au regard du matériel d'exploitation recommandé, la seule technique de débardage autorisée reste le traînage des bois. Cela s'accomplit au moyen de tirs-fort, de la souche jusqu'à un dépôt transitoire, sur lequel les tiges sont tronçonnées. Car l'utilisation des engins à roue ou à chenille est interdite.

## tir fort

la culée. Toutes ces opérations requièrent un personnel expérimenté et entraîné en pratiques d'EFI, y incluses les normes de sécurité.

### 2.2.3. Débardage

#### En quoi consiste le débardage ?

Le débardage constitue la première étape du transport des bois en grumes, de la souche au parc de l'usine de transformation. Il consiste à déplacer les grumes ou billes du point d'abattage jusqu'au parc de chargement bord route.

Les opérations de débardage doivent être conduites de manière à :

- Assurer la sécurité des équipes de coupe et des autres travailleurs se trouvant à proximité;
- Endommager le moins possible les arbres ou les jeunes plants, en particulier ceux devant constituer le peuplement d'avenir.



## 2.2.4. Tronçonnage, cubage, marquage et traitement des billes sur parc

### Le tronçonnage ou débitage

Pour obtenir de l'arbre abattu un produit commercialisable ou transformable, il faut le convertir par tronçonnage sur le lieu d'abattage ou au parc de chargement. La grume doit être débitée selon les catégories, en respectant les longueurs commerciales. Le but du tronçonnage étant de maximiser le volume et la valeur du bois d'œuvre manufacturé de l'arbre abattu,

- La première opération consiste à éliminer les parties du tronc sans valeur commerciale probante ;
- La deuxième opération de tronçonnage, beaucoup plus complexe, procède à la découpe de la tige en billons de différentes longueurs, à la fois pour faciliter le transport et valoriser économiquement au mieux le volume débordé.



Le tronçonnage peut avoir lieu à la souche, sur parc intermédiaire ou sur parc bord route, en fonction de la taille des arbres, de la topographie de la zone et du matériel de débordage utilisé.

Le cubage ou toisé des bois est une évaluation du volume qui ne prétend pas à l'obtention du volume réel, mais à une approximation du rendement en bois parfait, c'est-à-dire ne tenant compte ni de l'écorce ni de l'aubier.

### Les quantités de bois sont exprimées:

- En m<sup>3</sup> pour le bois d'œuvre.
- En stère (st) pour le bois de feu ou d'industrie. Un stère correspond à un encombrement de 1 m<sup>3</sup> de rondins empilés.
- À la tonne pour le bois d'industrie (pesée directement sur les camions chargés).



La grume destinée au bois d'œuvre est mesurée en mètres cubes réels de la façon suivante:

- On mesure la longueur de la grume jusqu'à la découpe choisie en mètres, appelée L (en mètres) ;
- On mesure les diamètres de deux bouts de la grume (toujours en mètres), appelés D1 et D2 ;
- On calcule ensuite le volume commercial de cette grume avec la formule suivante :

$$V = 0,7854 \times D1 \times D2 \times L$$

Nous retenons :

D1 : diamètre moyen grand bout (moyenne pris 2 par 2 à la face de la bille)

D2 : diamètre moyen petit bout

L : longueur de la grume, exprimée en mètre et décimètre couvert ;  
arrondi au centimètre inférieur.

V : volume, exprimé en m<sup>3</sup>



L'estimation du volume des bois sur pied.

La détermination du volume de bois sur pied peut se faire sur base de la formule de cubage rapide ci-dessous :

- Mesurer la circonférence (ou le diamètre) à 1,30 m du sol ;
- Estimer la hauteur en mètres de la découpe fin bout.

Formule de cubage rapide :  $V = 1/3 \times D^2 \times H$

D'où H = la hauteur de l'arbre en mètres, estimée généralement au jugé, de loin, par simple comparaison avec une perche de longueur connue, appliquée contre l'arbre. On peut aussi utiliser des appareils comme les dendromètres, les équerres forestières, ou de simples perches étalonnées.

D = le diamètre de l'arbre en mètres / circonférence mesurée à 1.30 m au-dessus du sol

Exemple : soit un arbre de 30 m de hauteur et de 40 cm de diamètre :

$$V = 1/3 \times (0,40) \times (0,40) \times 30 = 1,6 \text{ m}^3$$

**N.B. : Il existe des barèmes de cubage, sous forme de tableaux, qui donnent le volume des grumes en fonction de leur longueur et de leur circonférence médiane, les calculs étant déjà faits.**

### Mesurage et calcul du volume d'un sciage

Le volume d'un sciage est obtenu en appliquant la formule :

$$V = L \times l \times e \times n$$

D'où :

L – longueur de la pièce, exprimée en mètres

l – largeur de la pièce, exprimée en mètres

e – épaisseur de la pièce, exprimée en mètres

n – nombre de pièces

## 2.2.5 Suivi et évaluation de l'exploitation

Le suivi et l'évaluation de la récolte constituent une vérification systématique destinée à déterminer jusqu'à quel point les opérations d'exploitation ont respecté le plan annuel d'opération et ont atteint les objectifs techniques, financiers et environnementaux fixés, tout en se conformant aux directives définies par le plan d'aménagement.

Ces opérations de suivi et d'évaluation, qui constituent un des éléments essentiels de la gestion durable des forêts, peuvent se dérouler soit :

- en cours d'exploitation : suivi et contrôle des opérations;
- après exploitation : évaluations internes et externes

Une "bonne" exploitation forestière est avant tout une exploitation consciente de ses forces et faiblesses, capable de prendre des mesures afin d'améliorer ses performances vis-à-vis des situations particulières ou des objectifs précis.

L'exploitant forestier ne pourra avoir une vision claire de son exploitation qu'au regard d'un mécanisme de suivi et de contrôle interne.

Afin de mieux connaître son exploitation, l'exploitant est tenu de définir un mécanisme de suivi et de contrôle des activités d'exploitation permettant de s'assurer que les standards minima de l'exploitation à impact réduit sont respectés dans toutes les étapes des opérations forestières, c'est-à-dire :

L'inventaire d'exploitation ; les zones hors exploitation ; le réseau routier et les parcs à grumes ; l'abattage contrôlé ; l'étêtage et l'éculage ; le débusquage et le débarquement ; le tronçonnage, le marquage et le traitement du bois ; le chargement et le transport du bois ; les opérations post-exploitation ; la gestion des déchets etc.

### Quid du suivi et du contrôle ?

Le suivi et le contrôle permettent d'observer «sur le tas» la productivité et l'efficacité du personnel et du matériel, ainsi que la qualité des actions mises en œuvre, et de procéder, si nécessaire, à des améliorations.

#### Les évaluations après récolte ont surtout pour objectif de :

- Vérifier la conformité des opérations d'exploitation avec les plans de coupe et d'aménagement;
- Evaluer l'impact de l'exploitation sur l'environnement;
- Préparer ou confirmer la certification durable de la concession.

#### Les outils des mécanismes de suivi et évaluations

a. Les relevés journaliers de production effectués par le personnel d'exécution permettent aux chefs d'équipe de rédiger des rapports journaliers sur l'opération dont ils sont responsables, notamment :

- L'abattage : le nombre de pieds abattus, les numéros, les espèces, le volume;
- Le débardage : le nombre de pieds ou les billes débardées, les espèces, le volume, la distance;
- Le tronçonnage : le nombre de billes, les espèces, le volume, la qualité;
- Le chargement et le transport.

b. Ces relevés journaliers permettent au chef de chantier de constituer un rapport hebdomadaire comportant, outre la synthèse des rapports précédents, des indications sur la cartographie et la superficie des zones exploitées, sur l'assiduité et la qualité du travail du personnel, à transmettre au chef d'exploitation.

c. Ces différents rapports hebdomadaires sont ensuite synthétisés et complétés par le chef d'exploitation en incorporant des données de gestion:

- administrative et comptable du chantier (coûts de fonctionnement, d'encadrement, de gestion);
- du personnel (salaires, primes, dépenses de santé);
- de l'atelier (consommations, pièces);
- forestières en conformité avec le plan d'exploitation et plan d'aménagement.

Ce rapport mensuel est transmis à la direction de l'entreprise pour le calcul de coûts directs du personnel et du matériel, du prix de revient d'exploitation et au final, en fonction des données de la commercialisation et de la rentabilité de l'exploitation.

Ces différents rapports mensuels permettent d'élaborer le rapport annuel d'opérations forestières à déposer auprès du service compétent de l'administration dans un délai de deux mois.



## Séance 2.3. De la traçabilité de bois d'œuvre

### Objectif pédagogique:

Au terme de cette séance, les participants doivent être capables d'expliquer et de diffuser les règles qui permettent de suivre le bois exploité de la forêt jusqu'au point de vente.

### De la traçabilité des bois d'œuvre

La «traçabilité» est l'organisation du suivi des bois exploités depuis leur origine, c'est-à-dire le lieu physique d'exploitation, exploités depuis leur origine depuis le lieu physique d'exploitation, jusqu'à leur destination (port d'exportation ou usine de transformation) mais aussi depuis leur destination jusqu'à leur origine.

C'est donc un système qui permet une identification physique et documentaire du bois à tous les niveaux: l'exploitation, le stockage et le transport.

### La traçabilité, selon l'arrêté 84 comprend :

1. le marquage et l'enregistrement dans le carnet de chantier ;
2. le transport du bois
3. la déclaration trimestrielle de bois d'œuvre produits
4. la déclaration des transactions relatives aux bois d'œuvre

### 2.3.1. Du marquage et du carnet de chantier

Le marquage des billes, grumes et souches permet le suivi et le contrôle tout au long de la chaîne de l'exploitation. Un marquage sans erreurs est indispensable.

Selon les dispositions de l'arrêté 84, tout arbre abattu, voire toute bille après tronçonnage, reçoit un marquage. Sur les faces des grumes et des billes sont mentionnées notamment:

- Le numéro de l'arbre selon une série continue par permis de coupe. Ce numéro est également apposé sur la souche;
- La référence de la grume ou de la bille dans l'arbre, la grume provenant du pied recevant la lettre A ;
- Le sigle de l'exploitant forestier. Pour l'exploitant artisanal de deuxième catégorie, il doit être inscrit au moyen du marteau forestier de l'exploitant ; tandis qu'il le sera à la peinture s'il s'agit d'un exploitant artisanal de première catégorie.
- Le marquage doit être visible sur les faces des grumes tout au long de la chaîne de transport.
- Le numéro du permis de coupe de bois d'œuvre.

Le détenteur d'un permis de coupe de bois d'œuvre tient à jour un carnet de chantier, sur le site d'exploitation. Il reprend le nom de l'exploitant et le numéro du permis.

### Les renseignements suivants figurent pour chaque arbre et chaque bille. Il s'agit :

- du numéro d'ordre de l'arbre dans le permis de coupe;
- du nom commercial ou scientifique de l'essence abattue ou, à défaut, son nom vernaculaire;

- de la date d'abattage;
- du diamètre de l'arbre à hauteur de poitrine à partir du pied et de la longueur du fût;
- des numéros et des dimensions des billes produites: longueur, diamètre et volume;
- de la date d'évacuation de chaque grume et de sa destination probable;
- de la mention des raisons d'abandon d'un arbre ou d'une bille, le cas échéant

### 2.3.2. Transport du bois

Étant donné que les grumes sont façonnées en billes marchandes sur parc bord route, il est du devoir de les charger sur les camions pour les transporter. Les transports forestiers commencent tous par une phase de transport routier, soit direct du chantier au lieu de livraison, soit avec rupture de charge en combinaison avec un transport par voie d'eau ou par voie ferrée.

#### I. Transport routier

Le matériel le plus classique est l'attelage grumier articulé constitué d'un tracteur routier et d'un triqueballe. Les chantiers emploient également des remorques plateaux qui permettent le transport des produits transformés (sciages, contreplaqués, etc...) vers les lieux de livraison ou d'exportation.

Retenons que le transport de passagers et surtout du gibier est strictement interdit.



**L'exploitant est aussi tenu de :**

- ne pas charger les grumiers au-delà de leur capacité utile ;
- ancrer la charge à l'aide de chaînes ou câbles à chaque extrémité et d'autres chaînes réparties à des intervalles réguliers ;
- évacuer le bois des parcs à grumes dans une période de deux mois au maximum, la priorité revient aux bois susceptibles d'être attaqués par les insectes ou les champignons ;
- maintenir un espace de sécurité d'au moins 20 m du camion durant tout chargement ou tout déchargement ;
- respecter les limitations de vitesse établies ;
- ne jamais transporter d'autres passagers avec le grumier ;
- interdire la présence de toute arme à feu à bord des véhicules de l'exploitant

## **II. Transport par voie d'eau**

Avant le transport par voie d'eau, il y a toujours, dans la plupart des cas, un transport routier. Ce transport aboutit au débarcadère ou point de mise à l'eau ou sur barge des bois.

Il doit être choisi sur une berge de terre ferme, et suffisamment en aval du cours d'eau pour avoir un tirant d'eau suffisant, de préférence, toute l'année.

L'installation des points de mise à l'eau est réalisée par l'exploitant. C'est généralement une rampe renforcée par des rondins placés perpendiculairement à la rive.

### **Flottage en radeaux**

Les billes mises à l'eau sont retenues par un barrage constitué d'une ligne continue de grumes flottantes reliées entre elles par un câble, avant la constitution des radeaux.

Les bois flottants sont assemblés en radeaux selon différentes méthodes adaptées aux habitudes et besoins, c'est généralement au moyen des billes assemblées parallèlement à la direction du courant.

**Les radeaux sont assemblés selon les cas par :**

- des perches de bois dur de 15 à 20 cm de diamètre, placées transversalement et reliées aux billes par des câbles et crampons à anneaux enfoncés dans les billes;
- des câbles uniquement, passant successivement dans les boucles des crampons. Les radeaux comprennent plusieurs longueurs de billes placées bout à bout sur chaque file. On place à chaque extrémité du radeau une bille transversale qui forme avec les billes extérieures un cadre rectangulaire. On constitue ainsi des ramettes solides et peu déformables qui, assemblées solidement, constituent un radeau poussé.

De jour, et surtout de nuit, les radeaux doivent être parfaitement signalés et repérables afin d'éviter tout risque de collision.



## Chalands et barges

Les bois non flottables ainsi que les bois débités peuvent être transportés par chalands (à l'intérieur de la coque) ou par barge (en pontée). Cette seconde méthode est la plus courante. Les bois sont normalement disposés perpendiculairement à l'axe de la plate, au moyen d'un engin de levage.

## Règles de transport par voie d'eau

- a. Les points de mise à l'eau et de débarquement des bois doivent être régulièrement débarrassés des écorces, morceaux de câbles, crampons, et déchets divers qui peuvent s'y déposer.
- b. La progression du radeau est assurée par le courant lui-même, le pousseur assure le guidage et le contrôle de direction du radeau en fonction du vent et du courant;
- c. La puissance des pousseurs doit être suffisante pour un contrôle parfait de la vitesse et de la direction du convoi.

## III. De la mise en circulation de bois d'œuvre.

L'arrêté 84 dispose qu'aucun bois d'œuvre n'est admis à circuler du lieu d'exploitation à celui de sa mise en vente ou de son dépôt, s'il n'est accompagné d'un bordereau de circulation visé gratuitement par l'administration chargée des forêts du lieu de l'exploitation. En l'absence d'agent de l'administration précitée sur le lieu de départ, le transporteur fait viser le bordereau par tout agent forestier posté le long du trajet.

Un bordereau de circulation établi conformément au modèle recommandé doit mentionner :

- l'identité du transporteur ;
- le type et l'identification du moyen de transport ;
- l'identité de l'exploitant forestier;
- l'itinéraire et la destination des bois;
- l'identification des bois transportés : le numéro de permis de coupe, le nom de l'essence et l'identifiant de la grume ;
- le volume transporté ;
- la date d'émission ;
- le nom et la qualité de l'agent ayant visé le bordereau et le sceau officiel ;
- une liste de colisage annexé et dûment visée par l'agent de l'administration chargée des forêts du lieu de l'exploitation.

En cas de rupture de charge, un nouveau bordereau de circulation est établi avant le déplacement du bois d'œuvre sur un nouveau moyen de transport. Ce document doit également être visé.

### 2.3.3. Déclaration trimestrielle de bois d'œuvre produits

Au début de chaque trimestre, tout exploitant forestier est tenu de déclarer auprès de l'administration chargée de la gestion forestière les quantités de bois d'œuvre produits au cours du trimestre précédent.

**La déclaration trimestrielle de bois d'œuvre produits porte sur:**

- le nombre d'arbres abattus par essence et par classe au cours du trimestre précédent ;
- le volume débardé par essence au cours de la même période.

Si l'exploitant concerné a exporté des bois d'œuvre, la déclaration doit mentionner également le volume exporté par essence. Il y est annexé une copie de l'autorisation d'exportation de bois d'œuvre acquise conformément à la législation en vigueur en matière d'exportation.

La déclaration doit contenir également les données relatives aux statistiques d'exploitation des bois d'œuvre, en cohérence avec les données portées sur le carnet de chantier.

Elle est remise contre récépissé, dans les deux mois qui suivent la fin du trimestre concerné, à l'administration centrale chargée de la gestion forestière ainsi qu'aux administrations provinciale et territoriale en charge des forêts du ressort.

### **2.3.4. Déclaration des transactions relatives aux bois d'œuvre**

Tout exploitant artisanal opérant dans une unité forestière artisanale est tenu de déclarer tous les bois achetés ou vendus localement auprès de l'administration forestière du lieu de transaction, sur la base d'un formulaire fourni gratuitement par l'administration centrale en charge des forêts. L'administration susvisées en accuse réception en réservant une copie à l'administration centrale, et cela, en double exemplaire. La déclaration susvisée intervient au plus tard dans les quinze jours suivant les transactions concernées

## **Séance 2.4. De la préservation / traitement des billes sur parc**

### **Objectif pédagogique:**

Au terme de cette séance, les participants doivent être capables d'expliquer et de diffuser les règles qui permettent de protéger efficacement le bois contre les piqûres d'insectes et les échauffures de champignons.

### **Les pratiques d'exploitation à faible impact à la préservation des billes**

**Ces pratiques consistent à :**

- évacuer rapidement les grumes après l'abattage pour raccourcir le délai entre la forêt et l'utilisation à l'usine ;
- protéger chimiquement seulement si la première mesure n'est pas possible ;
- limiter la préservation chimique aux essences susceptibles de contre-attaques par des champignons ou des insectes ;
- employer des produits et des quantités qui respectent le plus possible les normes environnementales
- appliquer le traitement d'une manière qui respecte l'environnement ;
- prévoir des équipements de sécurité pour les traiteurs de bois et n'utiliser que les produits homologués par l'administration.

## Séance 2.5 : Des opérations post exploitation

### Objectif pédagogique:

Au terme de cette séance, les participants doivent être capables d'expliquer et de diffuser les règles qui facilitent la régénération ultérieure et éviter toute atteinte supplémentaire à l'environnement pendant de la période de la rotation.

Afin de laisser les zones exploitées dans un état qui favorise une régénération ultérieure et pour aussi éviter toute atteinte supplémentaire à l'environnement lors de la période de la rotation il y a lieu de prévoir certaines opérations après l'exploitation. Pour ce faire, il y a nécessité de :

#### ■ **Réhabiliter des pistes de débardage et des parcs de tronçonnage et de chargement.**

##### C'est pourquoi :

- Tous les points de passage provisoire des cours d'eau doivent être nettoyés ;
- Les berges et les zones sensibles doivent être restaurées ;
- Les bois éventuellement placés pour faciliter le franchissement et protéger les berges doivent être retirés ;
- Les parcs doivent être nettoyés de tous les débris, culés, chutes de tronçonnage, écorces, etc... ;
- Tous les emplacements où l'eau est susceptible de s'accumuler doivent être aplanis ou drainés.

#### ■ **Fermer des routes**

Toutes les routes qui, après exploitation, ne seront pas réutilisées avant la deuxième rotation doivent être fermées à toute circulation afin d'éviter les incursions de véhicules dans la forêt, en particulier ceux des braconniers. Cette fermeture peut être assurée au moyen :

- d'une grosse grume placée perpendiculairement à la chaussée;
- d'un fossé creusé dans la chaussée par une pelle hydraulique.

Ces deux obstacles doivent être totalement infranchissables par un véhicule 4 x 4, aussi bien en hauteur que latéralement.

#### ■ **Nettoyer des cours d'eau**

Tous les débris d'exploitation doivent être retirés des zones tampons ou des berges. Tous les obstacles susceptibles d'entraver le libre passage des eaux sous un pont ou dans une buse ou un même dalot, doivent être éliminés

## Session 3. Sécurité et santé dans les travaux forestiers

### Introduction

L'exploitation forestière constitue une opération à hauts risques et qui se déroule dans un environnement de travail difficile. Elle requiert donc des efforts physiques très importants.

Un niveau optimal de sécurité et satisfaisant de santé n'est atteint que lorsqu'un certain nombre de principes interdépendants ont été mis en pratique au niveau de l'entreprise et au niveau du chantier.



Au nombre de ces principes figurent le respect des lois et des règlements, ainsi que l'attribution des responsabilités à ceux qui sont employés dans les domaines de la gestion, de l'encadrement et de l'exécution des tâches.

#### But :

Il faut amener les participants à contribuer à la protection des travailleurs contre les dangers que représentent les travaux forestiers pour la sécurité et la santé, et de contribuer à la réduction sensible du taux de blessures pour des motifs professionnels dans leurs entreprises respectives.

### Séance 3.1. Des obligations et responsabilités

#### Objectif pédagogique :

A la fin de cette session, les participants auront la capacité d'expliquer et de diffuser des règles susceptibles de contribuer à la protection des travailleurs contre les dangers représentés par les travaux forestiers,

*Les principales prescriptions régissant l'exploitation forestière pour une réduction maximale des risques de blessures.*

La sécurité est la première préoccupation des opérateurs. Elle consiste à diffuser efficacement les exigences minimales auprès de tous les intéressés, et d'aider à la préparation et à l'organisation du travail.

#### Pour ce faire,

- Les employeurs doivent s'efforcer par tous les moyens possibles de réduire au minimum les risques sur le ou les chantiers forestiers. ;
- Les travailleurs sont tenus de prendre toutes les mesures raisonnables pour assurer leur propre sécurité, et celle de toute autre personne pouvant se trouver exposée à des risques du fait de leurs actes ou de leurs omissions au travail.
- Les obligations et les responsabilités de l'employeur.

#### Tout employer doit :

- Veiller à ce que tous les travailleurs, y compris les travailleurs indépendants, de même que les entrepreneurs et leurs travailleurs, soient informés de leur responsabilité individuelle et collective en matière de sécurité et de santé ;
- Etre en conformité avec l'ensemble des lois, des règlements, des normes et d'autres directives en matière de sécurité.
- Instituer et maintenir une politique de sécurité dans l'entreprise.
- Prendre les dispositions adaptées pour que les employés participent activement à l'amélioration des règles et des mesures de sécurité ;
- Veiller à ce que tous les équipements, outils, matériels qui facilitent un travail dans des conditions optimales, soient fournis; et que l'ensemble de ce matériel soit gardés en bon état de marche et sécurité ;
- Pourvoir aux examens médicaux périodiques des employés, en particulier, pour la détection des maladies professionnelles.

## Obligations des responsables de chantier, des chefs d'exploitation et des conducteurs de travaux

Les chefs d'exploitation et tout le personnel d'encadrement doivent s'assurer que :  
les subordonnés comprennent et appliquent toutes les normes et règles relatives à la sécurité ;

Le travail est planifié, organisé et exécuté de manière à réduire au minimum les risques d'accident.

**Pour cela, ils doivent veiller :**

- au respect des règlements de sécurité;
- au maintien de méthodes sûres de travail ;
- à l'utilisation permanente des équipements de protection individuelle et des dispositifs de sécurité.

### Les droits et les responsabilités des travailleurs.

- L'ensemble du personnel doit collaborer avec l'employeur à la promotion de la sécurité dans l'entreprise;
- Les travailleurs doivent avoir le droit d'obtenir de leur employeur des informations appropriées et complètes sur les risques relatifs à la sécurité et à la santé et sur les mesures à prendre dans le cadre de leurs fonctions. Ces informations devraient être présentées sous une forme et dans une langue aisément compréhensible des travailleurs ;
- Les travailleurs doivent penser à prendre soin de leur propre sécurité et de leur propre santé ainsi que de celles des autres personnes pouvant être affectées par leurs actes ou leurs omissions au travail ;
- Le personnel doit se conformer, sous peine de sanction, à toutes les mesures prescrites en matière de santé et de sécurité ;
- Les travailleurs doivent signaler, sans délai, à leur hiérarchie directe, les situations qu'ils perçoivent dangereuses pour eux-mêmes ou pour leur environnement ;
- Les travailleurs doivent faire bon usage de tous les équipements et en prendre soin, y compris des vêtements de protection individuelle ;
- Les travailleurs ont droit à un examen médical approprié par un médecin choisi d'un commun accord, sans frais pour eux-mêmes, lorsqu'ils ont de bonnes raisons de penser qu'une activité ou une situation professionnelle peut avoir porté atteinte à leur santé ;
- Les risques d'accident sont souvent favorisés par une rotation trop élevée du personnel. Il faut donc promouvoir la stabilité de l'emploi. La durée du travail ne doit pas dépasser les limites prescrites par la législation ou les conventions collectives.
- L'organisation du travail doit comporter des périodes de repos adaptées.



### Les exigences pour les outils et le matériel

Tous les matériels et équipements utilisés en foresterie doivent être :

- conformes aux normes de sécurité existantes ;
- utilisés uniquement pour les emplois ou les usages pour lesquels ils ont été conçus ;
- être manœuvrés ou utilisés par des travailleurs aptes et compétents.

Le type d'équipement complet pour le bûcheron

Les blessures et les traumatismes au cours du chantier peuvent être évités et /ou réduits en utilisant des équipements de protection individuelle (EPI) appropriés.

La prévention des séquelles causées par le bruit ou les vibrations, souvent sous-estimées par les bûcherons parce qu'ils ne ressentent pas dans l'immédiat. Pour éviter ces désagréments, il faut une utilisation correcte des EPI.



### L'équipement complet des EPI pour le bûcheron comprend notamment :

- un casque complet avec protections auditives et une visière ;
- un pantalon de sécurité anti-coupure ;
- des gants ;
- des chaussures de sécurité anti-coupure ;
- une tenue vestimentaire de haute visibilité.

### Retenons aussi que :

- le port des EPI est obligatoire. Aucune dérogation ne peut être accordée.
- chaque EPI est individuel et ne peut être prêté.

Nous retiendrons enfin que l'entretien des outils est indispensable afin de réduire les risques d'accidents et de rendre efficace l'organisation du travail. Pour ce faire, les recommandations suivantes doivent toujours être respectées :

- S'assurer de la présence et du bon état des outils à chaque début et fin de journée de travail ;
- Graisser les pièces et les outils en métal avec des produits appropriés ;
- Faire sécher les objets en cuir et en matière plastique à des températures modérées et après, les brosser ;
- Utiliser une huile appropriée et spécifique pour le traitement du cuir ;
- Stocker et ranger les outils dans des endroits appropriés

### Références et lectures suggérées

- Loi n° 011/2002 du 29 août 2002 portant code forestier
- Code régional d'exploitation forestière à faible impact dans les forêts danses tropicales humides d'Afrique centrale et de l'Ouest.
- Arrêté Ministériel n°84/CAB/MIN/ECN-DD/ CJ/ 00/ RBM/ 2016 du 29 octobre 2016 portant conditions et règles d'exploitation des bois d'œuvre.
- Arrêté Ministériel n°85/CAB/MIN/ECN-DD/CJ/00/RBM/2016 du 29 Oct. 2016 relatif à l'Unité Forestière Artisanale
- Arrêté Ministériel n° 034/CAB/MIN/EDD/03/BLN/2015 du 03/07/15 fixant la procédure d'élaboration, de vérification, d'approbation, de mise en œuvre et du suivi du plan d'aménagement d'une concession forestière de production de bois d'œuvres.
- Guide opérationnel - Normes d'Exploitation Forestière à Impact Réduit (EFIR) , Ministère de l'environnement, conservation de la nature, eaux et forêts - service permanent d'inventaire et d'aménagement forestiers (SPIAF) , juillet 2007
- Guide opérationnel - Normes d'Inventaire d'Exploitation, Ministère de l'environnement, conservation de la nature, eaux et forêts - service permanent d'inventaire et d'aménagement forestiers (SPIAF) , juillet 2007
- Guide opérationnel - Listes des essences forestières de la République Démocratique du Congo, Ministère de l'environnement, conservation de la nature et tourisme, Direction Inventaire Et Aménagement Forestiers (DIAF), novembre 2009
- ONF International, Abattage contrôlé en forêt tropicale africaine - Référentiel des bonnes pratiques, COMIFAC ,2014

## Annexe : Liste des essences forestières à inventorier présentées par classes

### Classe 1

1	Albizi ferruginea	Iatandza	50
2	Amphimas pterocarpoides	Lati	60
3	Autranella congolensis	Mukulungu	80
4	Branchystegia laurentii	Bomanga	80
5	Ceiba pentandra	Fuma	80
6	Erytrophleum suaveolens	Tali	50
7	Gilbertiodendron dewevrei	Limbali	60
8	Guarea laurentii	Diambi	60
9	Guarea thompsonii	Bossé foncé	60
10	Guilbourtia arnoldiana	Mutenye	60
11	Morus mesozygia	Difou	60
12	Nesogordonia dewevrei	Kotibé	50
13	Newtonia leucocarpa	Ossimiale	60
14	Ongokea gore	Angueuk	60
15	Piptadeniastrum africanum	Dabema	60
16	Priora oxyphylla	Tshitola	80
17	Pterocarpus castelsii	Padouk	60
18	Pterocarpus finctorius	Padouk	60
19	Psycnanthus angolensis	Ilomba	80
20	Sarcocephalum diderichii (Nauclea)	Biblinga	60
21	Staudtia kamerunensis	Niové	50
22	Triplochiton scleroxylon	Obeche	80
23	Zanthoxylum gillettii (Fagara macrophylla)	Olonvogo	60

### Classe 2

1	Albizi ferruginea	Iatandza	50
2	Amphimas pterocarpoides	Lati	60
3	Autranella congolensis	Mukulungu	80
4	Branchystegia laurentii	Bomanga	80
5	Ceiba pentandra	Fuma	80
6	Erytrophleum suaveolens	Tali	50
7	Gilbertiodendron dewevrei	Limbali	60
8	Guarea laurentii	Diambi	60
9	Guarea thompsonii	Bossé foncé	60
10	Guilbourtia arnoldiana	Mutenye	60
11	Morus mesozygia	Difou	60
12	Nesogordonia dewevrei	Kotibé	50
13	Newtonia leucocarpa	Ossimiale	60

14	Ongokea gore	Angueuk	60
15	Piptadeniastrum africanum	Dabema	60
16	Priora oxyphylla	Tshitola	80
17	Pterocarpus castelsii	Padouk	60
18	Pterocarpus tinctorius	Padouk	60
19	Psycnanthus angolensis	Ilomba	80
20	Sarcocephalum diderichii (Nauclea)	Biblinga	60
21	Staudtia kamerunensis	Niové	50
22	Triplochiton scleroxylon	Obeche	80
23	Zanthoxylum gillettii (Fagara macrophylla)	Olonvogo	60

### Classe 3

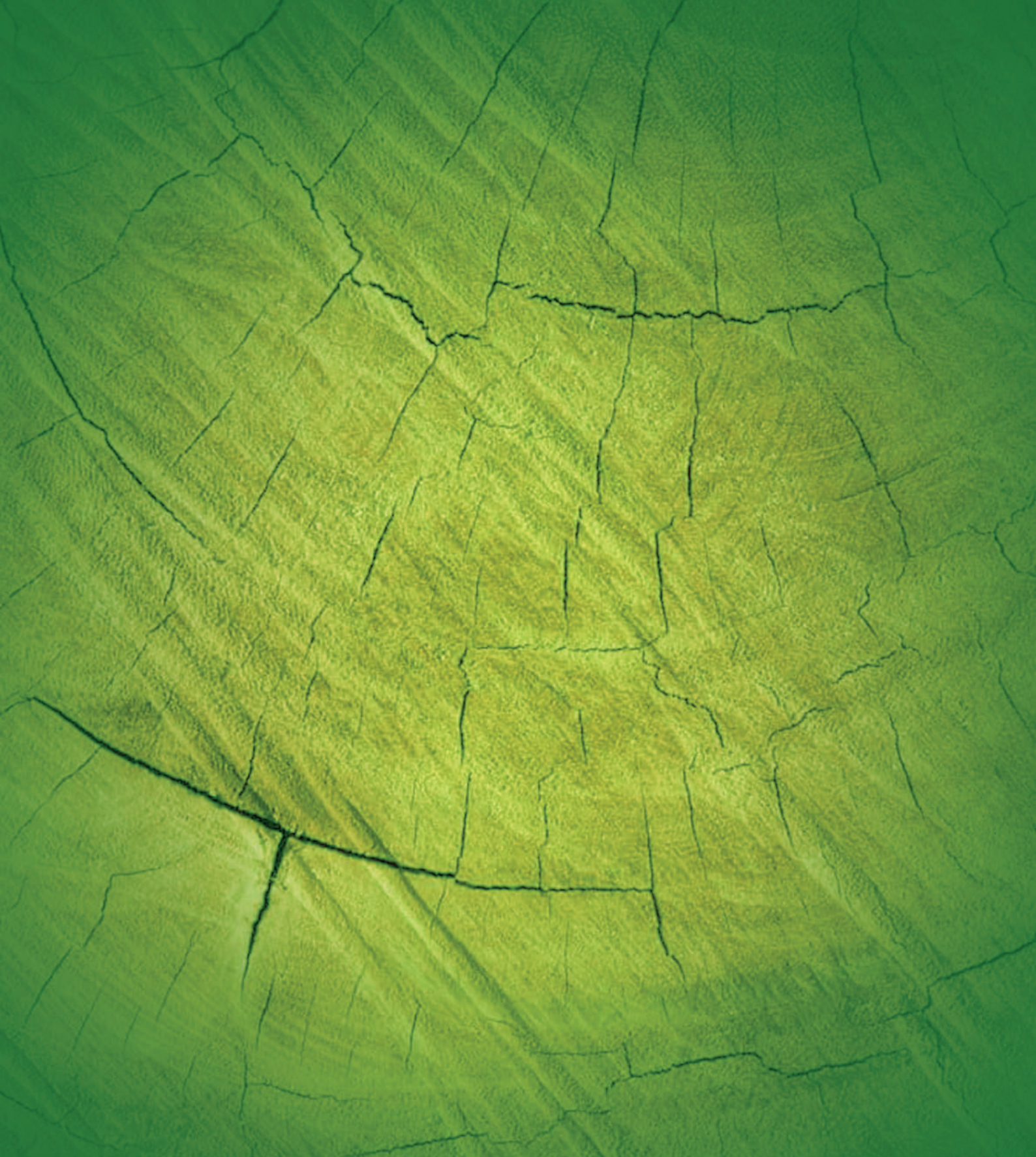
1	Albizi ferruginea	Iatandza	50
2	Amphimas pterocarpoides	Lati	60
3	Autranella congolensis	Mukulungu	80
4	Branchystegia laurentii	Bomanga	80
5	Ceiba pentandra	Fuma	80
6	Erythrophleum suaveolens	Tali	50
7	Gilbertiodendron dewevrei	Limballi	60
8	Guarea laurentii	Diambi	60
9	Guarea thompsonii	Bossé foncé	60
10	Guilbourtia arnoldiana	Mutenye	60
11	Morus mesozygia	Difou	60
12	Nesogordonia dewevrei	Kotibé	50
13	Newtonia leucocarpa	Ossimiale	60
14	Ongokea gore	Angueuk	60
15	Piptadeniastrum africanum	Dabema	60
16	Priora oxyphylla	Tshitola	80
17	Pterocarpus castelsii	Padouk	60
18	Pterocarpus tinctorius	Padouk	60
19	Psycnanthus angolensis	Ilomba	80
20	Sarcocephalum diderichii (Nauclea)	Biblinga	60
21	Staudtia kamerunensis	Niové	50
22	Triplochiton scleroxylon	Obeche	80
23	Zanthoxylum gillettii (Fagara macrophylla)	Olonvogo	60



## Classe 4

1	<i>Albizia adianthifolia</i>	Mepepe	60
2	<i>Albizia antunesiana</i>	Musase	60
3	<i>Alstonia boonei</i>	Emien	80
4	<i>Amphimas ferrugineus (ferruginea)</i>	Lati	60
5	<i>Anthonotha macrophylla</i>	Kassusu	60
6	<i>Antiaris toxicaria (welwilschii)</i>	Ako	50
7	<i>Antrocaryon nannanii</i>	Onzabii	60
8	<i>Beilschimidia congolana</i>	Kanda brun	50
9	<i>Canarium schweinfurthii</i>	Aielé	60
10	<i>Celtis gomphophylla (Brieyi)</i>	Diana	60
11	<i>Chrysophyllum lacourtiana (Gambeya)</i>	Longhi rouge	60
12	<i>Copaifera milbradii</i>	Etimoe	60
13	<i>Cordia aurientiaca</i>	Kole	60
14	<i>Cordia platythyrsa</i>	Cornia d'afrique	60
15	<i>Cynometra alexandrii</i>	Muhimbi	60
16	<i>Cynometra hankei</i>	Nganga	60
17	<i>Drypetes gossweileri</i>	Yungu	50
18	<i>Ekebergia mildbraedii (benguelensis)</i>	Pangi kulungi	60
19	<i>Ficus mucoso</i>	Liteli	60
20	<i>Funtumia africana (latifolia)</i>	Mutondo	60
21	<i>Holoptelea grandis</i>	Kekele	80
22	<i>Irvingia grandifolia</i>	Olene	60
23	<i>Klainedoxa gabonensis</i>	Eveus	60
24	<i>Lophira alata</i>	Azobe	60
25	<i>Mammea africana</i>	Eboto	60
26	<i>Musanga cecropioides</i>	Parasolier	50
27	<i>Pentaclethra eetveldeana</i>	Esili	50
28	<i>Pentaclethra macrophylla</i>	Mubala	60
29	<i>Petersianthus macrocarpus</i>	Essia	60
30	<i>Scorodophloeus zenkerii</i>	Divida	50
31	<i>Tessmannia africana</i>	Wamba	50
32	<i>Tiegemella heckelii</i>	Makoré	80
33	<i>Zanthoxylum lemaierei</i>	Fagara	50
	Autre essences		





# PROGRAMME FAO - UE FLEGT

---



Organisation des Nations Unies  
pour l'Alimentation  
et l'Agriculture

